

ACTUALITÉS DES Forêts Tropicales

Volume 22 Numéro 4 2014

Bulletin d'information de l'Organisation internationale des bois tropicaux, destiné à promouvoir la conservation et la mise en valeur durable des forêts tropicales



Apprécier les avancées

Juste après avoir créé l'Organisation dans les années 80, les fondateurs de l'OIBT se sont trouvés face à un défi. En effet, ils avaient négocié un accord international d'une portée considérable en vue de favoriser la gestion durable des forêts (GDF) en région tropicale, élaboré des directives en matière de GDF et mené une étude pionnière qui avait conclu que la GDF était pour ainsi dire absente en milieu tropical. Or, ils ne disposaient d'aucun moyen pour apprécier les avancées allant dans le sens de l'objectif global de l'Organisation, qu'ils souhaitaient et espéraient voir advenir par la suite. Ce point donna lieu à des

discussions sur la nécessité de disposer d'un moyen de mesurer ces progrès, ce qui amena éventuellement l'OIBT à publier ses *Critères de l'aménagement durable des forêts tropicales naturelles*, il y a de cela presque 25 ans.

Au cours des années qui ont suivi, l'OIBT a continué de perfectionner ses critères et indicateurs de la GDF, un concept inédit. Les *Critères* originels publiés



Dans ce numéro: la mise en œuvre des C&I; les PC&I en Afrique; l'évaluation des C&I pan-européens...

Les répercussions des critères et indicateurs . . .	3
Le processus africain de mise en œuvre des PC&I	11
La mise en œuvre des critères et indicateurs en Europe.	15
La stratégie de l'OIBT en matière de gestion des connaissances	18

Rubriques

Rapport de bourse	22
Tendances du marché.	26
Projets récemment financés	29
Parutions récentes	30
Quoi de neuf sous les tropiques?	31
Réunions	32



Rédacteur en chef Steven Johnson
Rédacteur consultatif Alastair Sarre
Assistant de rédaction Kenneth Sato
Assistante administrative Kanako Ishii
Traduction Claudine Fleury
Design DesignOne (Australie)
Impression/Diffusion Print Provider Aps (Danemark)

Actualités des Forêts Tropicales (AFT) est un bulletin trimestriel publié en anglais, français et espagnol par l'Organisation internationale des bois tropicaux. Les articles ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les politiques de l'OIBT. Les articles peuvent être réimprimés librement à condition que l'AFT et l'/les auteur(s) soient mentionnés. Prière de communiquer un exemplaire de la publication concernée à la Rédaction.

Imprimé sur **METAPAPER SILK RECYCLING**, un papier certifié par le FSC (sources mixtes), intégralement issu du recyclage et respectant le mécanisme de compensation carbone. Imprimé au moyen d'encre végétales à base de soja. Tous les papiers METAPAPER sont fabriqués à l'aide d'énergies renouvelables, à hauteur de 74,66% en moyenne.

L'AFT est distribué **gratuitement** à plus de 15 000 particuliers et organisations dans plus de 160 pays. Pour le recevoir, il suffit de communiquer votre adresse complète à la Rédaction. Veuillez nous informer de tout changement d'adresse éventuel. L'AFT est également téléchargeable en ligne sur le site www.itto.int.

Organisation internationale des bois tropicaux
 International Organizations Center – 5th Floor
 Pacifico-Yokohama, 1-1-11, Minato-Mirai, Nishi-ku
 Yokohama 220-0012, Japon
 Téléphone: +81-(0)45-223 1110
 Télécopie: +81-(0)45-223 1111
tfu@itto.int
www.itto.int

Photos: Dans cette forêt indonésienne, les avancées en matière de GDF sont suivies et communiquées au moyen des C&I de l'OIBT. *Photo:* T. Bruder (couverture); Un arbre marqué pour les besoins de la gestion forestière en Amazonie péruvienne. *Photo:* P. Santiago (ci-dessus)

en 1990 ont par la suite évolué pour devenir, quelques années plus tard, les critères et indicateurs (C&I) de l'OIBT, mis en forme dans les *Critères et indicateurs révisés de l'OIBT pour l'aménagement durable des forêts tropicales - modèle de rapport sur les C&I inclus*, qui furent publiés en 2005. Tout au long de cette période, l'OIBT a maintenu le cap sur l'application des C&I sur le terrain, afin de permettre aux pays d'évaluer les avancées en matière de GDF et de les communiquer, mais aussi d'améliorer la gestion des forêts en général. Comme S. J. Caswell l'indique dans son rapport publié ici sur la mise en œuvre des C&I sur le terrain, au cours de son histoire, l'OIBT a consacré environ 30 millions \$EU pour favoriser l'application des C&I, que ce soit dans le cadre de la trentaine d'ateliers nationaux de formation qui ont touché plus de 1 500 acteurs de la gestion forestière, ou par le biais de projets menés aux quatre coins du monde tropical afin d'aider à élaborer et mettre en œuvre des C&I de niveau national inspirés de la grille de l'OIBT. Pour préparer les éditions 2005 et 2011 du rapport de l'OIBT intitulé *Situation de la gestion des forêts tropicales*, on a exploité en grande partie les bilans soumis suivant le modèle de rapport sur les C&I.

Depuis la réunion de la CNUCED à Rio de Janeiro en 1992, l'utilité des C&I en tant qu'outil de gestion forestière est reconnue de manière grandissante par la communauté internationale. Plusieurs processus internationaux relatifs aux C&I ont vu le jour à travers le monde, pour couvrir différentes régions et/ou types de forêt. L'OIBT a collaboré à plusieurs d'entre eux, en apportant son appui à ceux concernant les régions productrices en Afrique (voir l'article d'O. Ahimim sur les PC&I de l'OAB-OIBT) et en Amérique latine (Processus de Tarapoto). L'OIBT a également prêté son concours aux processus des C&I dans le monde développé, à savoir le Processus pan-européen, (aujourd'hui coordonné par FOREST EUROPE; voir l'article d'H. Inhaizer sur ce dossier), et le Processus de Montréal, qui couvre la plupart des pays développés hors Europe, dotés de forêts tempérées et/ou boréales. Cette collaboration a abouti à la préparation du *Questionnaire commun sur le secteur forestier* (CFRQ), un effort conjoint destiné à recueillir des informations sur les forêts et la gestion forestière dans le cadre de l'Évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO. Le CFRQ amène l'OIBT à travailler avec la FAO ainsi que FOREST EUROPE, le Processus de Montréal, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC),

dans le double but d'alléger le fardeau que constitue pour les pays l'obligation de faire rapport et de répondre aux diverses demandes d'informations sur les forêts, et d'améliorer la cohérence globale des réponses à celles-ci. Les réponses au CFRQ, qui a été distribué pour la première fois en 2013, seront utilisées dans les rapports publiés par les organisations partenaires au cours des années à venir, dont la prochaine édition de *Situation de la gestion des forêts tropicales* que l'OIBT préparera.

La multiplication des C&I au cours des vingt dernières années a donné lieu à des critiques arguant que l'on passait plus de temps à élaborer des grilles qu'à les faire appliquer. Or, même s'agissant des processus dont les grilles de C&I, bien qu'acceptées, n'ont jamais été mises en œuvre, la démarche qui a permis de les mettre au point aura, pour le moins, permis de mieux comprendre et d'accepter le concept de la GDF ainsi que la manière dont elle peut être mesurée. Le processus d'élaboration des C&I a également alimenté les délibérations sur la foresterie lors de l'Assemblée générale de l'ONU, contribuant ainsi à élaborer la définition de la GDF qui a été adoptée par cette instance en 2007.

Prochainement, l'OIBT va entamer une autre révision de ses C&I, afin de prendre en compte les évolutions de la politique internationale en matière de forêts qui ont vu le jour au cours de la dernière décennie, ainsi que ses *Directives volontaires relatives à la gestion durable des forêts naturelles tropicales* qui vont être approuvées et publiées en milieu d'année. Cette évolution continue des C&I de l'OIBT s'accompagnera d'un appui renouvelé aux pays qui les mettent en œuvre sur le terrain, aux fins de contribuer ainsi à la gestion durable des forêts tropicales.

Steve Johnson



21 mars

Journée internationale des forêts

Les répercussions des critères et indicateurs

Les travaux de longue haleine menés par l'OIBT en vue d'élaborer et de mettre en œuvre les C&I ont contribué à renforcer la gestion des forêts tropicales

Par Stephanie J. Caswell

Consultante auprès de l'OIBT
(caswellsj@aol.com)



Un impact réduit: Dans une concession au Suriname, les C&I de l'OIBT aident à orienter les opérations d'exploitation et de gestion forestières.
Photo: OIBT

Il ne fait aucun doute que, depuis que le concept s'est fait mondialement connaître durant la période préparatoire au Sommet de Rio sur la Terre de 1992 (OIBT, 2011) les critères et indicateurs (C&I) de la gestion durable des forêts (GDF) constituent l'instrument de politique le plus important ayant été élaboré afin de mettre en œuvre la GDF. En effet, si les critères représentent les éléments essentiels de la GDF sur les plans social, économique et environnemental, mais aussi des politiques, les indicateurs fournissent de leur côté le moyen de mesurer ces critères. C'est au début des années 90 (OIBT, 1992) que l'OIBT, faisant figure de précurseur, a lancé le développement des C&I, pour disposer d'un outil permettant d'évaluer l'état des forêts tropicales naturelles chez les pays producteurs membres de l'Organisation et d'aider à identifier les points faibles des pratiques forestières ainsi que les améliorations nécessaires. Depuis, l'Organisation a révisé ses C&I (le plus récemment en 2005) et consacré plus de 30 millions \$EU pour aider ses pays membres à les mettre en œuvre à divers niveaux.

S'inspirant des premiers travaux de l'OIBT et de l'issue du Sommet de Rio sur la Terre, d'autres initiatives en matière de C&I furent lancées à travers le monde. En 1997, les C&I furent avalisés par le Groupe intergouvernemental sur les forêts pour servir d'outil permettant de suivre, d'évaluer et de communiquer les tendances sur le plan de l'état des forêts et les avancées en matière de GDF. En 2000, neuf processus régionaux et internationaux en matière de C&I impliquant 150 pays avaient été amorcés. Si les grilles de C&I élaborées dans le cadre de ces processus divergeaient à divers titres, elles reflétaient toutes néanmoins une approche holistique des forêts, considérées comme des écosystèmes offrant de multiples valeurs allant au-delà de la production de bois et fibres.

Aujourd'hui, l'on s'accorde à dire que les C&I ont contribué à une compréhension commune, au sein des pays et entre pays, de ce que signifie la GDF et qu'ils constituent une approche partagée pour évaluer les tendances des forêts et les progrès accomplis en matière de GDF ainsi qu'une plateforme pour

échanger connaissances, expériences et enseignements dégagés. Cela dit, rares sont les informations qui ont été compilées s'agissant de savoir comment les C&I ont été mis en œuvre ou ont contribué à améliorer les politiques forestières et les pratiques d'aménagement.

Pour aider à pallier ces lacunes, en 2011-2012, l'OIBT a commandité une étude ayant pour objet de: mieux comprendre les expériences des pays ayant utilisé les C&I à travers le monde et leurs répercussions sur la GDF, et identifier les tendances, évolutions et problèmes nouveaux relevant des C&I (Caswell *et al.*, 2014). Cet article donne une synthèse des principales conclusions de l'étude, et rapporte les propositions destinées à accroître les effets des C&I de l'OIBT sur le terrain.

Portée de l'étude

L'étude a porté sur les cinq processus relatifs aux C&I en cours ci-après, qui, tous confondus, impliquent 90 pays dotés de forêts tropicales, tempérées ou boréales:

- les Critères et indicateurs de l'aménagement durable des forêts tropicales naturelles (OIBT, 2005);
- les Principes, critères et indicateurs (PC&I) de l'Organisation africaine du bois (OAB) et de l'OIBT de la gestion durable des forêts naturelles tropicales africaines (OAB-OIBT, 2003), qui sont le fruit d'une collaboration tout à fait réussie entre l'OIBT et les producteurs africains de bois tropical (voir l'article page 11);
- le Processus de Tarapoto sur les C&I de durabilité des forêts amazoniennes, coordonné par l'Organisation du Traité de coopération amazonienne (OCTA);
- les C&I pan-européens de la GDF, coordonnés par FOREST EUROPE (voir l'article page 15); et
- le Processus de Montréal sur les C&I de la conservation et de la gestion durable des forêts tempérées et boréales, élaborés par le Groupe de travail chargé du Processus de Montréal.

Si ces grilles de C&I s'inscrivent dans un concept similaire, elles divergent, parfois sensiblement, en termes d'échelle – qui peut, par ex., concerner le niveau régional, national ou celui de l'Unité forestière d'aménagement (UFA) –, de priorité ou de détail. Par exemple :

- L'OIBT a élaboré des C&I pour le niveau national et celui de l'UFA. Sept critères et 48 indicateurs s'appliquent aux deux niveaux; les neuf indicateurs supplémentaires s'appliquent uniquement au niveau national.
- Les PC&I de l'OAB-OIBT sont très détaillés et de nature normative.¹ Ils se composent de quatre principes (un au niveau national et trois à celui de l'UFA), subdivisés en 20 critères au niveau national et de l'UFA, 90 indicateurs et 145 sous-indicateurs.
- Le Processus de Tarapoto privilégie une grille centrale de sept critères (un au niveau régional, trois au niveau national et trois à celui de l'UFA) et 15 indicateurs qui sont prioritaires pour la validation sur le terrain; ces C&I prioritaires sont inspirés de C&I plus détaillés figurant dans la Proposition de Tarapoto de 1995.
- Les C&I pan-européens comprennent six critères de niveau régional et national, et 52 indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Aucun C&I au niveau de l'UFA n'y figure.
- Le Processus de Montréal sur les C&I se compose de sept critères de niveau national et 54 indicateurs.² Ici aussi, ils ne comprennent pas de C&I au niveau de l'UFA.

Outre ces divergences entre les processus relatifs aux C&I, on observe des différences sensibles chez les pays au sein d'un processus donné et d'un processus à l'autre en termes de: régimes de gouvernance forestière (qui peut par ex. être très centralisée ou décentralisée); régimes de propriété des forêts (par ex. propriété de l'État à multiples petits propriétaires privés); cadres de politique forestière et traditions forestières en place; et types de forêt, étendues et répartitions. Tous ces facteurs, conjugués aux écarts en matière de capacité, influent sur la manière dont les pays utilisent et appliquent les C&I.³

Méthodologie

Dans la mesure où les processus relatifs aux C&I n'en prévoient pas tous au niveau de l'UFA, il n'existe pas de cadre commun qui permettrait d'évaluer les emplois et les effets des C&I sur le terrain d'un pays à l'autre. Or, cela rend l'analyse difficile. Après concertations avec le Secrétariat de l'OIBT, il a été décidé que, pour obtenir des informations factuelles sur l'emploi et l'application des C&I, la manière la plus efficace et efficiente était de procéder à deux enquêtes auprès d'un échantillon étendu de pays et d'utilisateurs de C&I à divers niveaux en ciblant:

1. les fonctionnaires du secteur public exerçant des responsabilités – au niveau national ou infranational (par ex. des États, des provinces ou des collectivités locales) – sur le plan de la politique, de la planification, de la réglementation ou de la gestion relevant des forêts; et

2. les acteurs forestiers du secteur privé, dont des entreprises, associations et autres opérateurs assujettis aux politiques et réglementations publiques, ainsi qu'à des programmes de certification forestière.

La première enquête a été distribuée à une centaine de fonctionnaires du secteur public de 40 pays sur la base des apports de l'OIBT et des points focaux chargés du processus relatif aux C&I. La seconde a été envoyée à des acteurs du secteur privé et autres hors secteur public de 70 pays sur la base des coordonnées extraites des bases de données de l'OIBT et des consultants, de recherches sur Internet et de contacts personnels. Si les réponses à ces enquêtes ont constitué le socle de l'étude sur les C&I, on a aussi exploité les évaluations a posteriori de projets sur les C&I financés par l'OIBT, des évaluations régionales et internationales sur les forêts qu'ont mené la FAO, l'OIBT et FOREST EUROPE, ainsi que les résultats de récentes réunions de collaboration portant sur les processus liés aux C&I.

Résultats de l'enquête menée auprès du secteur public

Quarante-six fonctionnaires de 25 pays ont répondu à l'enquête auprès du secteur public, dont 17 réponses émanant de dix pays producteurs membres de l'OIBT (essentiellement en Amérique latine)⁴, 25 de onze pays consommateurs membres de l'OIBT associés aux Processus pan-européen ou de Montréal relatifs aux C&I⁵, et quatre de pays non membres de l'OIBT.⁶ Toutes confondues, les instances forestières qui ont répondu détiennent, gèrent ou réglementent environ 1 milliard d'hectares (ha) au sein de la surface de forêt dans le monde, dont 40% se situent en région tropicale. Sachant que ce chiffre représente environ 25% des forêts mondiales et un pourcentage des forêts de production estimé entre 45 et 50%, l'auteur de l'étude a jugé que les réponses donnaient une bonne image d'ensemble de l'échantillon des emplois des C&I et de leurs effets à travers les pays. Enfin, pour évoquer les expériences de pays producteurs membres d'Afrique et d'Asie qui n'étaient pas représentés dans les réponses à l'enquête, l'étude a exploité les évaluations a posteriori et les réussites (OIBT, 2011).⁷

Les C&I: un cadre pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les forêts

Au sein des Processus de l'OIBT, de l'OAB-OIBT et de Tarapoto:

- En général, les pays – sans que cela soit systématique – utilisent les C&I comme cadre pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports au niveau national, et pour préparer des rapports destinés à des organisations régionales ou internationales comme l'OTCA, l'OIBT (pour les besoins de ses rapports d'évaluation périodiques sur les forêts tropicales) ou la FAO (pour ses évaluations périodiques des ressources forestières mondiales). Dans leurs évaluations les plus récentes (FAO, 2010; OIBT, 2011), tant la FAO que l'OIBT ont observé une nette amélioration de la qualité des informations fournies par les pays.

1 Dans les quatre autres processus, les C&I employés sont formulés de manière neutre plutôt que comme des mesures de la performance.

2 Le Processus de Montréal inclut l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Chili, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération russe, les États-Unis et l'Uruguay.

3 En raison de ces divergences entre les pays participants, les Processus pan-européen et de Montréal n'ont pas élaboré de C&I de niveau UFA.

4 Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire, Guatemala, Guyana, Honduras, Malaisie, Mexique (qui est aussi membre du Processus de Montréal), Pérou et Togo.

5 Australie, Canada, Chine, Finlande, Japon, Corée, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni et États-Unis.

6 Argentine, Chili, Fédération russe et Slovaquie.

7 Ghana, Gabon, Argentine, Philippines et Thaïlande.

- Plusieurs pays ont mis au point leur propre grille de C&I inspirée de celles de l'OIBT afin de refléter la situation et les écosystèmes forestiers (par ex. les mangroves) qui leur sont spécifiques.
- Un certain nombre de pays, souvent avec l'aide de l'OIBT, ont utilisé des grilles de C&I pour renforcer leurs données de référence aux niveaux national et des UFA ainsi que les inventaires forestiers, et créer des bases de données sur les indicateurs sociaux et environnementaux.
- Quelques pays utilisent les C&I de niveau UFA pour suivre et évaluer la gestion des UFA sur la base de plans d'aménagement ou autres plans d'exploitation; évaluer les avancées en matière de GDF à des niveaux élargis en y ajoutant les données de niveau UFA et établir des rapports; et/ou préparer des rapports sur les surfaces forestières certifiées. En général, les C&I de l'OIBT de niveau UFA servent au suivi des projets financés par l'Organisation.

Au sein des Processus pan-européen et de Montréal:

- Les C&I sont communément utilisés comme grille de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports au niveau national, et pour les rapports que préparent les pays aux niveaux régional et mondial, notamment pour les évaluations des ressources forestières mondiales de la FAO.
- Les C&I établis dans le cadre d'un Processus ont souvent été assouplis ou adaptés d'une manière ou d'une autre à la situation nationale (par ex. en élaborant des C&I de niveau national).
- Plusieurs instances forestières d'États ou de provinces ont identifié des sous-grilles de C&I (par ex. des indicateurs principaux) qui servent de cadre pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports, y compris, dans certains cas, au niveau de l'UFA.
- Les C&I sont largement utilisés pour organiser, compiler, présenter et communiquer les données et informations existantes sur les forêts.

Application des C&I dans les politiques, programmes, plans et réglementations relevant des forêts

Plusieurs pays appliquent les C&I en les incorporant, de diverses manières et à des niveaux différents, dans leurs politiques, plans et réglementations d'ordre forestier, parfois en réponse aux informations issues du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports basés sur les C&I. Par exemple, des pays producteurs membres de l'OIBT, souvent après avoir bénéficié d'une formation et d'un appui à des projets de la part de l'OIBT, ont appliqué des C&I de niveau national et UFA qui ont servi de base ou cadre pour:

- leurs législation et réglementation forestières aux niveaux national, local et de l'UFA;
- la planification forestière aux niveaux des provinces, des bassins versants ou de l'UFA;
- préparer et approuver des plans d'aménagement et assurer le suivi et l'évaluation de la conformité;
- mettre en place les meilleures pratiques de gestion et autres normes techniques, directives, procédures et manuels;
- formuler les termes et effectuer l'audit des contrats de concession, des licences et permis d'exploitation forestière, et évaluer la performance;

- mettre au point des chaînes de légalité et de traçabilité ainsi que des systèmes de vérification;
- mener des suivis environnementaux et des évaluations d'impact environnemental; et
- élaborer des dispositifs nationaux de certification forestière.

Dans les pays relevant des Processus pan-européen et de Montréal, les C&I ont souvent été intégrés aux programmes, stratégies, plans et directives d'échelon national relevant des forêts, ou ont contribué à leur donner forme.

Certains pays ont également utilisé les C&I pour:

- améliorer la législation et la réglementation forestières aux niveaux national, local et de l'UFA;
- élaborer des normes forestières nationales ou sous-nationales (par ex. de niveau provincial) et les meilleures pratiques de gestion destinées à des forêts expérimentales ou modèles;
- aider les propriétaires forestiers privés à formuler des plans d'aménagement des UFA;
- évaluer la conformité à la réglementation et l'efficacité; et
- réglementer les quotas de prélèvement de bois.

Participation des parties prenantes aux applications des C&I nationaux

La quasi-totalité des répondants ont consenti des efforts pour faire participer les parties prenantes aux activités liées aux C&I, notamment par le biais de tables rondes, comités et dialogues aux niveaux national, des provinces/États, et local. Nombre de fonctionnaires ont considéré que la participation constructive des parties prenantes, bien que souvent difficile, est essentielle pour que les C&I soient utilisés et adoptés de manière efficace. Plusieurs pays du Processus pan-européen et de Montréal ont insisté sur le fait que la participation des parties prenantes constituait un principe fondamental de la planification, de l'évaluation, de l'établissement de rapports et des processus régulateurs en matière de gestion forestière au sens large.

Défis

Les trois défis majeurs auxquels sont confrontés les gouvernements en matière d'utilisation des C&I sont les suivants:

- des ressources financières et techniques limitées, notamment s'agissant de recueillir des données sur les indicateurs sociaux et environnementaux (si tous les pays qui ont répondu se sont montrés en mesure d'établir des rapports sur certains indicateurs, rares sont ceux qui le peuvent sur tous les indicateurs);
- chez les parties prenantes, une compréhension insuffisante du concept des C&I et de leur objectif (y compris de la confusion sur les différences entre les C&I et la certification); et
- les conflits entre parties prenantes concernant l'usage et la gestion des ressources forestières.

Chez les pays producteurs membres de l'OIBT, on a également indiqué que l'absence d'engagement politique constituait une sérieuse entrave, alors que les sondés des Processus pan-européen et de Montréal ont identifié que les multiples échelons de l'autorité forestière (par ex. au niveau fédéral, des États ou local) étaient souvent source de difficultés. Concernant les autres défis mentionnés, ils sont plus souvent spécifiques à un pays et incluent des problèmes liés au régime

de propriété foncière, aux mandats forestiers limités, au manque de coordination intersectorielle, aux empiétements de l'agriculture sur les forêts et à la présence de groupes armés dans les forêts.

On a aussi observé que certains indicateurs de niveau Processus étaient redondants ou inadaptés à la situation au niveau national ou d'une UFA, ou beaucoup trop complexes, notamment pour être utilisés par des populations autochtones, des collectivités locales ou des petits exploitants. Quelques répondants ont recommandé que soient actualisées les plus anciennes grilles de C&I en fonction des enseignements tirés et des développements intervenus au niveau mondial, notamment ceux liés au changement climatique et à la bioénergie.

Répercussions des C&I sur la GDF

Malgré les défis qu'implique la mise en œuvre des C&I, 59% des fonctionnaires ayant répondu ont jugé que leur application des C&I avait amélioré les pratiques de gestion forestière soit considérablement (13%), soit modérément (46%); un autre 22% a estimé que les C&I ont légèrement amélioré la GDF, mais que d'autres facteurs étaient également en jeu. Le reliquat n'a pas jugé que les C&I avaient fait une différence dans leur pays en matière de gestion forestière, en général parce que d'autres outils étaient en place pour évaluer l'état et la gestion des forêts et favoriser la GDF. Chez les 81% qui ont répondu de manière positive, le commentaire qui revient le plus souvent est que les C&I avaient contribué à la GDF (suivant une mesure plus ou moins grande) en fournissant un cadre ou une base pour:

- avoir une compréhension commune générale de la GDF pour, en retour, donner l'impulsion à de meilleurs politiques, programmes et stratégies en matière de forêts;
- mieux sensibiliser et faire apprécier les avantages et valeurs des forêts autres que ceux liés au bois;
- améliorer et élargir le suivi et l'évaluation des forêts;
- formuler des plans d'aménagement et des normes et développer la conformité au suivi ;
- communiquer aux décideurs et au public l'évolution de l'état des forêts;
- communiquer avec les parties prenantes et les impliquer; et
- améliorer les bases de données, inventaires et systèmes liés au recueil, à la gestion, au recouvrement, à la mise à jour et à l'analyse des données.

Applications novatrices des C&I par les gouvernements

Les réponses aux enquêtes ont montré que les pays utilisent les grilles de C&I suivant des modes novateurs qui se traduisent indirectement par des effets favorables sur la GDF. Par exemple, les grilles de C&I ont servi à: aider à identifier les besoins et priorités en matière de recherche forestière; développer des initiatives éducatives; préparer des évaluations environnementales et des plans d'aménagement pour des projets touchant les forêts; et, dans un cas, créer une banque de conservation destinée à générer des financements forestiers de la part d'organismes industriels et non gouvernementaux ou autres.

Résultats de l'enquête auprès des parties prenantes

Concernant l'enquête menée auprès des parties prenantes, vingt-quatre réponses ont été reçues de la part de:

- huit sociétés productrices de bois tropical gérant 2 millions d'ha de forêt naturelle en Bolivie, au Brésil, au Cameroun, au Ghana et en Malaisie (au Sarawak);
- quatre associations industrielles fortes de 760 membres représentant au moins 10 millions d'ha de forêt naturelle en Bolivie, au Brésil et en Malaisie (au Sarawak);
- quatre sociétés gérant des plantations sur 222 500 ha en Australie, en Bolivie, en Équateur et au Mexique;
- une organisation non gouvernementale nationale (la Fondation pour le développement des populations et collectivités, FPCD) qui travaille dans les forêts communautaires de production en Papouasie-Nouvelle-Guinée;
- deux associations de propriétaires forestiers familiaux – l'Alliance internationale des forêts familiales (IFFA) – dont les organisations membres représentent 25 millions de familles qui détiennent un pourcentage des forêts mondiales estimé entre 20 et 25%, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, ainsi que l'Association danoise des forêts, qui est un membre de l'IFFA, et;
- cinq programmes nationaux ou régionaux de certification forestière couvrant 94 millions d'ha de forêt en Australie, au Brésil, au Cameroun, en Malaisie et en Amérique du Nord.⁸

Malgré leur petit nombre, les réponses obtenues représentent un large échantillon transversal des parties prenantes forestières et une surface forestière notable. Elles sont tout à fait susceptibles de refléter la prise de conscience des parties prenantes à l'égard des C&I et leurs expériences en la matière au sens plus large, notamment dans les régions tropicales.

L'exploitation forestière dans les forêts naturelles tropicales

Chez les entreprises et associations industrielles liées au bois tropical qui ont répondu à l'enquête, toutes ont indiqué que les autorités forestières exigeaient que leurs opérations forestières soient planifiées et exécutées dans le cadre de plans d'aménagement forestier approuvés et compatibles avec la GDF. La plupart connaissaient les C&I de l'OIBT et, en fonction du pays, soit les PC&I de l'OAB-OIBT, soit les C&I de Tarapoto. Nombre d'entre elles ont dit avoir participé aux discussions sur les C&I avec leur gouvernement, et plusieurs ont déclaré avoir bénéficié directement ou indirectement d'une formation aux C&I parrainée par l'OIBT. Un sondé a utilisé les C&I de l'OIBT pour former ses aménagistes et ouvriers, et établir un programme universitaire. Les exploitants certifiés par le *Forest Stewardship Council* (FSC) ont suivi les principes et critères du FSC pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports, ajoutant toutefois que les C&I de l'OIBT et de l'OAB-OIBT au niveau de l'UFA leur avaient ouvert la voie de la certification par le FSC. Une entreprise certifiée par le FSC continue d'utiliser les C&I de niveau UFA pour évaluer les forêts à haute valeur de conservation et les fonctions protectrices des forêts. Les exploitants non certifiés continuent d'utiliser les C&I de niveau UFA et se sont dits intéressés par une formation aux C&I, y compris comme première étape vers la certification.

8 La Norme australienne sur les forêts; CERFLOR (Brésil); l'Initiative du Cameroun pour la certification forestière; le Conseil malaisien de certification du bois; et l'Initiative pour une foresterie durable (Canada et États-Unis)

L'exploitation forestière dans les plantations tropicales

Les quatre entreprises exploitant des plantations ayant répondu ont indiqué qu'elles étaient tenues d'exécuter leurs opérations dans le cadre de plans d'aménagement approuvés, et qu'elles appliquaient également d'autres procédures, normes et contrôles de nature interne ou externe. Toutes quatre sont soit certifiées par le FSC ou le Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), soit en cours de certification et suivent les normes du FSC. Seules les exploitations en Bolivie et en Équateur connaissaient les C&I.

Foresterie communautaire et familiale

La FPCD est depuis longtemps un observateur aux réunions de l'OIBT et connaît bien les travaux de l'OIBT sur les C&I. Toutefois, cet organisme a développé son propre Dispositif de certification forestière groupée des communautés autochtones qui repose sur les normes nationales en vigueur en Papouasie-Nouvelle-Guinée, lesquelles sont plus simples d'emploi que les C&I de l'OIBT de niveau UFA et reflètent le contexte local.

D'une manière générale, les organisations membres de l'IFFA ont participé à l'élaboration des normes nationales FSC ou PEFC, et plusieurs exploitations forestières familiales sont certifiées. L'IFFA utilise les grilles de C&I des Processus pan-européen et de Montréal ainsi que leurs savoirs locaux et traditionnels comme guides pour promouvoir dans diverses enceintes internationales la GDF, les approches pluri-utilisateurs et le contrôle local des forêts.

Les Programmes de certification

Les cinq programmes de certification qui ont répondu sont des entités indépendantes qui fixent des normes pour la certification de la gestion forestière et les chaînes de traçabilité. Tous les cinq utilisent des normes reposant sur une ou plusieurs grilles de C&I, et quatre sont avalisés par le PEFC, qui repose également sur des C&I. La surface de forêt certifiée dans le cadre de ces programmes a sensiblement augmenté au cours des dix dernières années et continuera vraisemblablement de progresser.

Tendances et développements clés en matière de gestion des forêts

Les tendances, développements et problèmes nouveaux de niveau mondial évoqués ci-après sont particulièrement pertinents pour la gestion des forêts, y compris pour les futures applications, révisions et mises à jour des C&I.

Élargir la superficie de forêt sous GDF

Selon la FAO (2010), la superficie de forêt couverte par des plans d'aménagement a augmenté régulièrement, pour dépasser aujourd'hui 1,6 milliard d'ha dans le monde. Selon les données recueillies auprès de plus de 100 pays, la FAO (2010) a conclu que, en matière de GDF, «des progrès sensibles avaient été accomplis au cours des dix dernières années». Cette constatation se retrouve dans une récente étude de l'OIBT (Blaser *et al.*, 2011), qui a estimé que 52 millions d'ha de forêts naturelles tropicales axées sur la production étaient sous GDF en 2010, soit une augmentation de 50% depuis 2005, et que 131 millions d'ha étaient couverts par des plans d'aménagement forestier, contre 96 millions d'ha en 2005. Si les principaux vecteurs d'augmentation de la surface sous plans d'aménagement et GDF sont la certification et, en région tropicale, les initiatives prises au titre du changement climatique, les réponses des gouvernements à l'enquête sur les C&I relayées ici indiquent que les politiques, la gestion et les

bases de données forestières reposant sur les C&I sont aussi des facteurs déterminants. Comme indiqué précédemment, 81% des répondants ont observé que les C&I avaient eu des répercussions, de moindre ou grande importance, sur la GDF dans leur pays.

Les biocombustibles suscitent de l'intérêt

Suite aux coûts de l'énergie en hausse et aux préoccupations grandissantes à l'égard des émissions de gaz à effet de serre causées par les combustibles fossiles, la production de biocombustibles d'origine forestière comme source d'énergie de remplacement suscite l'intérêt. Sachant que les combustibles fossiles font partie des produits issus des forêts, les grilles actuelles de C&I de niveau national et UFA comprennent plusieurs indicateurs touchant à la production durable de biocombustibles (par ex., les terres disponibles pour leur production, le volume sur pied, la valeur et le volume des produits bois, la consommation de bois et les incidences de l'utilisation à des fins économiques sur les ressources disponibles). Tirant parti de ces indicateurs, l'Agence internationale de l'énergie et la FAO ont récemment mis au point des PC&I relatifs à la production et au prélèvement intensifs et durables de biocombustibles. Il serait utile que l'OIBT et les autres processus sur les C&I contribuent au développement futur de PC&I de ce type.

Les C&I et le changement climatique

La REDD a pour objectif d'attribuer une valeur financière au carbone stocké dans les forêts et offrir ainsi aux pays en développement des incitations à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre causées par la déforestation et la dégradation des forêts, qui représentent 20%, estime-t-on, des émissions annuelles dans le monde. S'inquiétant de ce que la REDD ne considère et n'accorde de la valeur aux forêts que pour leurs avantages en matière de stockage du carbone, en privilégiant de surcroît la préservation des forêts au détriment de leur gestion active, on est passé à la REDD+, qui ajoute, entre autres aspects, «la gestion durable des forêts» au titre des approches éligibles. Sachant que les C&I comprennent des indicateurs touchant au carbone forestier (par ex., le volume sur pied, les classes d'âge, les enlèvements annuels, les coupes annuelles, les gisements de carbone forestier ainsi que le stockage du carbone et les flux), certains pays utilisent ces indicateurs et séries de données dans leurs calculs et méthodologies liés au carbone. Mieux reconnaître le rôle des C&I dans ce contexte, de même que continuer à élaborer des indicateurs et séries de données d'ordre forestier liés au carbone pourrait aider à mettre en œuvre les aspects de la REDD+ liés à la GDF.

Les composants juridique, orientation politique et institutionnel des C&I ont jeté les bases d'une initiative en cours de la FAO et du programme PROGOR de la Banque mondiale, qui ont tous deux pour objet de formuler un «cadre d'évaluation et de suivi de la gouvernance forestière» dans le contexte de la REDD+. Il serait utile que l'OIBT et d'autres processus relatifs aux C&I contribuent au développement ultérieur de ce cadre.

Le Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020

Au sein du nouveau Plan stratégique pour la biodiversité de la Convention sur la diversité biologique, plusieurs des vingt Objectifs d'Aichi relatifs à la biodiversité englobent les forêts. Une «liste indicative d'indicateurs» a été dressée afin d'évaluer les tendances mondiales et nationales vers la réalisation de ces

objectifs. Les contributions de l'OIBT et de la FAO pourraient aider à identifier les indicateurs globaux mesurables liés aux forêts sur la base d'un regroupement des données issues des C&I nationaux qui sont recueillies pour les besoins des évaluations internationales sur les forêts.

Conclusion

Depuis qu'ils ont été lancés par l'OIBT au début des années 90, les C&I ont aidé les pays et la communauté internationale à comprendre et à mettre en œuvre le concept évolutif de la GDF. D'un pays à l'autre, les différences sur le plan des régimes de gouvernance forestière, des régimes de propriété, des cadres d'orientation politique en place et des traditions forestières, ou encore des questions de capacité, influent sur la manière dont les pays utilisent et appliquent les C&I. À noter que, si les C&I de niveau processus fournissent un cadre commun de référence aux pays qui y participent, ces derniers doivent toutefois souvent les adapter ou les assouplir afin de tenir compte de la situation et des circonstances aux niveaux national et de l'UFA.

Suivi, évaluation et établissement de rapports forestiers

Les pays producteurs membres de l'OIBT (souvent avec l'appui de celle-ci) et autres pays ont avancé dans leur utilisation des C&I pour les besoins du suivi, de l'évaluation et de la préparation de rapports. On le constate dans l'amélioration des inventaires, bases de données et systèmes de recueil et d'analyse de données liés aux forêts, ainsi que dans les informations disponibles aux niveaux national, infranational et de l'UFA. Ces améliorations ont permis aux fonctionnaires et aménagistes des UFA d'identifier les points faibles de la gestion forestière et de procéder aux ajustements nécessaires. Les améliorations en termes de qualité, de couverture et de cohérence des données issues des C&I ont permis d'évaluer les forêts de manière plus complète aux niveaux régional et mondial. Les pays qui utilisent les C&I pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sont mieux armés pour répondre aux demandes externes de rapports d'ordre forestier.

Contribution à la GDF

Ces dernières années, la superficie de forêt sous GDF a sensiblement augmenté, y compris en région tropicale. Si la certification et les initiatives prises en matière de changement climatique ont certes contribué à cette tendance favorable, le recours accru aux C&I a également joué un rôle important.

Les C&I ont contribué, de diverses manières, à améliorer la gestion des forêts, notamment en sensibilisant aux avantages autres que la production de bois qu'elle procure et en mettant en relief l'importance de disposer de cadres d'orientation politique et d'aménagement qui intègrent les valeurs sociales, économiques et environnementales des forêts. Les avantages spécifiques varient d'un pays à l'autre. En général, les C&I ont eu des répercussions plus importantes dans les pays qui, avec la participation des parties prenantes, ont incorporé des approches inspirées des C&I dans les législations, politiques, programmes, stratégies, directives et normes qui régissent les pratiques forestières.

Les C&I de niveau UFA ont constitué la base à partir de laquelle les pays producteurs, souvent avec l'appui de l'OIBT, ont formulé, approuvé et surveillé le respect de la conformité par le biais des plans d'aménagement forestier, meilleures pratiques d'aménagement ainsi que contrats de concession, accords et permis. Les C&I ont contribué à la certification

forestière, dont ils ont dans plusieurs cas constitué la base. L'application de C&I de niveau UFA a aidé les exploitants privés à évoluer vers la certification.

Les défis rencontrés

Malgré les évolutions satisfaisantes, tous les pays, et notamment les pays producteurs tropicaux et autres pays en développement, font face à des défis s'agissant d'appliquer les C&I. Cela va d'une insuffisance de capacité et d'engagement, à des cadres d'orientation politique ou une mobilisation des parties prenantes qui sont inadéquats. La nature et l'étendue de ces difficultés varient d'un pays à l'autre. Certaines ne peuvent être traitées qu'en interne en accordant une importance accrue aux forêts dans l'ordre du jour national. D'autres peuvent être facilitées dans le cadre d'une coopération internationale plus importante, de partenariats et d'initiatives touchant aux C&I prises en collaboration.

La nécessité demeure de renforcer la capacité des pays à recueillir des données et à faire rapport sur les indicateurs, et à intégrer les C&I dans les politiques et programmes à un niveau opérationnel. Parallèlement, les grilles d'indicateurs existantes peuvent s'avérer trop complexes, redondantes ou inadaptées à la situation d'un pays. Plus particulièrement, il serait judicieux d'examiner la pertinence des indicateurs de niveau UFA concernant leur utilisation pratique par les collectivités locales et petites entreprises.

Développements et problèmes nouveaux au niveau mondial

Les C&I de la GDF touchent à des développements et questions plus larges relevant des forêts, dont la production durable de biocombustibles d'origine forestière, le calcul du carbone forestier à divers niveaux, la mesure des progrès accomplis sur le plan des objectifs de biodiversité, et leur utilisation comme modèles pour évaluer la gestion durable de ressources naturelles autres. De plus en plus clair, le rôle des C&I pour s'attaquer aux défis mondiaux touchant aux forêts justifie que l'on s'y intéresse davantage, y compris dans le cadre de contributions de l'OIBT et des autres processus relatifs aux C&I.

Le leadership de l'OIBT

En matière de C&I, l'OIBT est à elle seule, et de loin, le plus grand défenseur de la formation, des essais et de la mise en œuvre chez ses pays producteurs membres. Dans certains cas, une assistance supplémentaire de l'OIBT s'impose pour adapter les C&I à la situation nationale/de l'UFA, mobiliser les parties prenantes et renforcer les bases de données et les systèmes de suivi. D'autres sources potentielles de financement des C&I, dont la FAO, le Fonds mondial pour l'environnement et la Banque mondiale, pourraient contribuer de manière notable aux efforts en faveur de C&I nationaux et compléter ainsi l'appui de l'OIBT.

Il serait utile que les C&I de l'OIBT soient examinés et actualisés à la lumière des expériences de ses pays membres, des avancées dans les autres processus relatifs aux C&I et autres tendances et développements pertinents. Compte tenu de la longue expérience de l'OIBT en matière de C&I, une collaboration accrue avec la FAO, les autres membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF) et autres processus relatifs aux C&I encouragerait davantage les activités d'apprentissage, d'innovation et de coopération, et accroîtrait la contribution des C&I à la pérennisation aux niveaux local, national et mondial.

Recommandations clés

En vue de poursuivre et de renforcer les travaux et le leadership de l'OIBT en matière de C&I, l'étude a proposé que l'Organisation envisage les actions suivantes.

Renforcer les effets des C&I de l'OIBT sur le terrain

- Organiser, dans une optique stratégique visant à faire adopter les C&I au niveau de l'UFA, des concertations supplémentaires d'échelon national et infrarégional avec la participation d'acteurs du privé. Ces concertations pourraient identifier des manières de répondre à des défis spécifiques, par exemple en:
 - adaptant les C&I de l'OIBT à la situation d'un pays donné au niveau des UFA;
 - créant des mécanismes de communication et de conscientisation efficaces destinés aux parties prenantes;
 - identifiant les priorités en matière de renforcement des capacités pour le recueil et l'analyse des données;
 - mettant en place des forêts pilotes pour les applications des C&I de niveau UFA;
 - explorant les liens entre les C&I de niveau UFA et les normes de certification applicables, ainsi que leurs possibilités d'harmonisation; et
 - incorporant l'adoption des C&I dans les aspects des Programmes thématiques de l'OIBT relevant du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports liés aux forêts, et les avancées en faveur de la GDF.

Réviser les C&I de l'OIBT de niveau national et UFA

- Amorcer un processus destiné à revoir complètement et (si nécessaire) améliorer les C&I de l'OIBT en fonction des enseignements dégagés et des récents développements, en prenant compte des directives révisées de l'OIBT pour la gestion durable des forêts naturelles tropicales et autres lignes directrices pertinentes; les récentes mises à jour des indicateurs par les autres processus relatifs aux C&I, en particulier le Processus de Montréal; les sept éléments thématiques de la GDF; les tendances dans la certification et le contrôle local des forêts; et les développements et problèmes nouveaux de niveau mondial pertinents qui touchent, par exemple, au climat, à la bioénergie ou à la biodiversité.

L'on pourrait envisager de:

- rationaliser les aspects des C&I de niveau national et UFA;
- identifier une grille principale d'indicateurs à l'usage des populations autochtones et collectivités locales;
- perfectionner ou regrouper les indicateurs relatifs à la production durable de combustibles bois, prendre en compte la contribution des forêts aux cycles du carbone et la gouvernance forestière;
- explorer les liens entre les C&I de niveau UFA et les normes de certification; et
- explorer les connexions entre les grilles de C&I de l'OIBT, de l'OAB-OIBT et de Tarapoto ainsi que la faisabilité et les mérites d'une convergence accrue.

Renforcer les partenariats et la collaboration avec les membres du PCF et les processus relatifs aux C&I

- Collaborer avec l'Agence internationale de l'énergie, la FAO et le Programme PROFOR de la Banque mondiale concernant leurs initiatives respectives destinées à évaluer et à suivre la gouvernance forestière dans le contexte de la REDD+, et à formuler des PC&I pour la production durable de combustibles bois.
- Travailler avec la FAO et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique en vue d'identifier des indicateurs concernant les aspects des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité qui sont liés aux forêts, et pour lesquels l'on dispose d'informations de référence sur les C&I dans le cadre des processus de recueil de données de l'OIBT et de la FAO.
- En collaboration avec la FAO, les processus relatifs aux C&I, le Fonds mondial pour l'environnement, la Banque mondiale et autres membres du PCF, organiser une consultation conjointe d'experts destinée à identifier des manières d'améliorer et d'élargir la coopération internationale, financière, technique et scientifique en matière de C&I, y compris en sondant les sources de financement liées au climat, et en fournissant un cadre pour la communication et les concertations qui sont en cours concernant les C&I et autres questions relevant de la GDF.
- Dans le cadre des Programmes thématiques et projets de l'OIBT, de même que des projets financés par une coopération bilatérale, la FAO, et le Fonds mondial pour l'environnement, encourager les pays membres de l'OIBT à privilégier davantage la mise en œuvre des C&I au niveau des UFA.

Prochaines étapes

Dans le Programme de travail biennal de l'OIBT pour 2013-2014, l'Activité 10 comprend trois objectifs pour faire avancer les recommandations ci-dessus. Dans le cadre de l'Objectif (a), 2-4, des ateliers de formation aux C&I vont être organisés, en incorporant à leur programme des exigences pour les audits, la certification et la préparation des rapports internationaux.

Dans le cadre de l'Objectif (b), une réunion d'experts va se tenir afin d'examiner les C&I de l'OIBT à l'aune de l'expérience obtenue en compilant les rapports de l'OIBT sur la situation de la gestion des forêts tropicales (dont le plus récent a été publié par Blaser *et al.*, 2011), des recommandations issues des ateliers sur les C&I nationaux, des révisions des directives de l'OIBT et documents d'orientation politique, d'un examen de la mise en œuvre des C&I sur le terrain que l'OIBT a mené en 2010-2011, et autres développements internationaux (par ex., dans le domaine du changement climatique).

Dans le cadre de l'Objectif (c), le secrétariat de l'OIBT participera à des réunions et initiatives internationales liées aux C&I, dont le Groupe de travail du Partenariat de collaboration sur les forêts chargé de rationaliser la préparation des rapports liés aux forêts, des réunions sur les autres processus C&I, ainsi que des initiatives destinées à favoriser les synergies entre les rapports de l'OIBT sur la situation de la gestion des forêts tropicales et les évaluations des ressources forestières mondiales par la FAO.

Compte tenu des répercussions majeures des C&I de l'OIBT sur l'élaboration des politiques forestières et des pratiques dans les régions tropicales, il faut espérer que l'OIBT recevra

... Les répercussions des critères et indicateurs

des contributions suffisantes de la part de ses membres pour lui permettre de financer ces activités et de poursuivre le développement de ses C&I.

Remerciements

L'auteur remercie vivement ses confrères consultants Ivan Tomaselli et Sofia Hirakuri pour leurs contributions à l'étude dont cet article est tiré, ainsi que Steven Johnson et le secrétariat de l'OIBT, sans oublier les nombreux représentants des autres processus relatifs aux C&I pour leurs apports.

Bibliographie

OAB-OIBT 2003. *Principes, critères et indicateurs OAB-OIBT de la gestion durable des forêts naturelles tropicales*. Organisation africaine du bois et OIBT, Yokohama, Japon. Disponible sur: www.itto.int/policypapers_guidelines.

Blaser, J., Sarre, A., Poore, D. & Johnson, S. 2011. *Situation de la gestion des forêts tropicales 2011*. OIBT, Yokohama, Japon.

Disponible sur: www.itto.int/sfm.

Caswell, S., Tomaselli, I. & Hirakuri, S. 2014 (sous presse). *Uses and impacts of criteria and indicators for sustainable forest management*. N° 42 de la Série technique OIBT. OIBT, Yokohama, Japon. Disponible à partir d'avril 2014 sur: www.itto.int.

FOREST EUROPE, CEE-ONU & FAO 2011. *State of Europe's forests 2011: status and trends in sustainable forest management in Europe*. FOREST EUROPE, Oslo, Norvège, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, Genève, Suisse, et FAO, Rome, Italie.

FAO 2010. *Forest resources assessment 2010*. Rapport. Document Foresterie N° 163 de la FAO. FAO, Rome, Italie.

OIBT 2005. *Critères et indicateurs révisés de l'OIBT pour l'aménagement durable des forêts tropicales, modèle de rapport sur les C&I inclus*. N° 15 de la Série OIBT Politique forestière. OIBT, Yokohama, Japon. Disponible sur: www.itto.int/policypapers_guidelines.

OIBT 2011. *Vingt-cinq réussites: Une illustration des vingt-cinq années d'histoire de l'OIBT en quête de la pérennisation des forêts tropicales*. OIBT, Yokohama, Japon. Disponible sur: www.itto.int/partner/id=2796.

ANNONCE DE POSTE VACANT N° 73 (DATE LIMITE DE CANDIDATURE: LE 30 AVRIL 2014)

Poste/Titre	Niveau (Grade)	Lieu d'affectation	Date d'entrée en fonction	Durée de l'affectation
DIRECTEUR EXÉCUTIF	ASG	YOKOHAMA, (JAPON)	6 novembre 2015	DURÉE DÉTERMINÉE: QUATRE ANNÉES (RENOUVELABLE)

L'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), une organisation de produits de base dont le siège est situé à Yokohama (Japon), procède actuellement au recrutement de son nouveau Directeur exécutif. L'OIBT a pour mission de favoriser l'expansion et la diversification du commerce international des bois tropicaux issus de forêts en gestion durable exploitées dans la légalité, et d'encourager la gestion durable des forêts productrices de bois tropicaux. Chef de l'administration de l'Organisation internationale des bois tropicaux, le Directeur exécutif est responsable de l'administration et de l'application de l'Accord international sur les bois tropicaux de 2006, conformément aux décisions du Conseil. L'OIBT encourage explicitement les candidats qualifiés à postuler. Les ressortissants d'un pays membre de l'OIBT présentant les qualifications indiquées ci-après sont habilités à postuler.

1. COMPÉTENCES

Le/la candidat(e) possède les compétences suivantes:

- Professionnalisme: compétence professionnelle et maîtrise de la discipline concernée, consciencieux et efficace dans le respect des engagements, le respect des échéances et l'obtention de résultats.
- Responsabilité: aptitude à travailler en conformité avec le règlement de l'Organisation et à obtenir des résultats dans le respect des délais, coûts et normes de qualité spécifiés.
- Communication: aptitude à communiquer de manière efficace à l'oral et à l'écrit. Doté de capacité d'écoute, interprète correctement les messages qui lui sont adressés et y répond de manière appropriée. Ouvert au libre partage de l'information et tient les personnes informées.
- Collaboration en réseau: aptitude à constituer et à entretenir un réseau de relations externes et de coalitions avec les autres organisations compétentes, de manière à permettre à l'OIBT de jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale concernant les questions relevant de son mandat.
- Esprit d'initiative: possède une expérience pratique de la définition, de manière dynamique, des buts et stratégies destinés à concrétiser les objectifs de l'organisation.
- Vision et innovation: met en place un environnement propice à l'innovation et à un mode de pensée novateur. Motive ses collaborateurs à traduire la vision stratégique en résultats.
- Performance en matière d'encadrement: délègue les responsabilités, la responsabilisation et le pouvoir décisionnel de manière appropriée. S'assure que les rôles, les responsabilités et les chaînes de communication sont clairement connus de chacun des membres du personnel. Suit les progrès réalisés par rapport aux cibles de référence établies.
- Normes éthiques: attaché à mettre en œuvre les standards éthiques les plus élevés dans l'accomplissement de sa mission et des objectifs de l'OIBT.
- Équilibre entre les genres: attaché à favoriser l'égalité des opportunités.
- Talents diplomatiques et capacité de négociation, y compris une expérience de la collaboration avec des représentants de haut niveau émanant des États ou de l'industrie.

2. Expérience professionnelle

- Expérience de la gestion: des compétences avérées doublées d'une expérience d'au moins quinze années dans la gestion de programmes, du personnel et des finances, dans des domaines relevant de la foresterie, du commerce, de l'environnement ou d'un autre secteur, avec une expérience confirmée de la planification stratégique;
- Expérience spécifique: une expérience confirmée dans le domaine de la gestion durable des forêts et du commerce du bois sera un atout;
- Expérience à l'international: activité professionnelle antérieure exercée à l'international et une expérience des organisations internationales; et
- Expérience dans la mise en place de partenariats et la levée de fonds: expérience confirmée dans la mise en place de partenariats et/ou réseaux stratégiques, et dans le développement d'initiatives avec des organisations partenaires. Une expérience reconnue dans la mobilisation de ressources financières sera un atout.

3. Formation

Diplôme de maîtrise ou de doctorat en foresterie, gestion et conservation des ressources naturelles, économie, administration des entreprises, ou tout autre domaine pertinent.

4. Langues

Maîtrise confirmée de la communication orale et écrite dans l'une des langues officielles de l'OIBT (anglais, français et espagnol) et, de préférence, une bonne connaissance des deux autres langues officielles de l'OIBT. Une bonne maîtrise de l'anglais sera un atout.

5. Salaire et émoluments

Le salaire est équivalent à celui d'un Secrétaire général adjoint (ASG) dans la grille des Nations Unies, assorti d'avantages tels que frais de déménagement, voyages au titre de congé dans les foyers tous les 24 mois, subventions à la scolarité des enfants, subventions au loyer, etc.

6. Conflit d'intérêts

Les candidats ne doivent avoir aucun intérêt financier particulier dans l'industrie du bois, le commerce du bois ou toute autre activité connexe.

7. Candidatures

Les dossiers de candidature, comportant une lettre de motivation indiquant comment le/la postulant(e) satisfait aux qualifications requises, un exemplaire du formulaire de renseignements personnels des Nations Unies (Formulaire P-11) dûment rempli, un curriculum vitae et autres pièces complémentaires se rapportant aux qualifications du poste ainsi qu'une photo d'identité récente, doivent parvenir au siège de l'OIBT d'ici le 30 avril 2014 à 17h00 (heure du Japon) au plus tard. Les dossiers de candidature peuvent être envoyés par courriel, courrier postal ou télécopie aux coordonnées suivantes:

Le Directeur exécutif

Organisation internationale des bois tropicaux International Tropical Timber Organization International Organizations Center, 5th Floor Pacifico-Yokohama, 1-1-1, Minato-Mirai Nishi-ku, Yokohama, Japon 220-0012

Téléphone: (81-45) 223-1110 Télécopie: (81-45) 223-1111 Courriel: itto@itto.int

Le processus africain de mise en œuvre des PC&I

Un projet de l'OIBT en trois phases destiné à promouvoir les principes, critères et indicateurs dans les forêts africaines a eu, dans plusieurs pays africains, des répercussions à long terme sur le secteur forestier

par Olivier Ahimin

Coordonnateur du projet
(ahiminolivier@yahoo.fr)



Tests: Vérification des PC&I sur le terrain au Gabon. Photo: O. Ahimin

Démarré en août 2003, le projet PD 124 Rev. 2 (M) de l'OIBT intitulé «Promotion de l'aménagement durable des forêts africaines» a aujourd'hui atteint sa phase finale. À l'origine, il devait être mis en œuvre avec le concours de l'Organisation africaine du bois (OAB), un organe régional avec lequel l'OIBT a collaboré en 2000-2001 pour mettre au point une grille de principes, critères et indicateurs (PC&I) régionaux inspirés du cadre global des C&I de l'OIBT. Suite à la cessation de l'OAB et de ses activités opérationnelles, le projet est, depuis 2012, directement exécuté par l'OIBT. Son objectif de développement consiste à promouvoir la gestion durable des forêts africaines par l'application et la mise en œuvre des *Principes, critères et indicateurs OAB-OIBT de la gestion durable des forêts tropicales naturelles d'Afrique* (indiqués ci-après par «PC&I OAB-OIBT»), avec l'appui et la participation de l'ensemble des groupes de parties prenantes. Cet article présente les principaux résultats que le projet a obtenus.

Principaux résultats du projet

Élaboration des PC&I

Sur les dix pays membres du projet à son démarrage, tous disposent aujourd'hui de leur ensemble de PC&I inspirés des PC&I OAB-OIBT. Sept disposent de PC&I validés pour les forêts naturelles, un de PC&I pour les plantations forestières et deux de PC&I pour les forêts naturelles et les plantations forestières. Le processus ayant conduit à l'élaboration des PC&I comprend les étapes suivantes.

L'étude préliminaire des parties prenantes. Avant de se lancer au niveau national dans l'élaboration de PC&I devant servir à l'évaluation de la gestion durable des forêts (GDF), le projet a fait conduire des études au niveau national en vue d'identifier les parties prenantes à la GDF. Sont considérées comme parties prenantes, les personnes physiques ou morales utilisant les forêts ou les produits forestiers et les personnes affectées par leur utilisation. Une description claire des actions ou des impacts a été menée pour chacune des parties prenantes identifiées.

La mise en place des GNT. Le GNT est un forum dans lequel sont représentées les parties prenantes de la gestion

Aspects clés du projet de l'OIBT PD 124 Rev. 2 (M)

Objectif de développement:

Favoriser l'aménagement durable des forêts africaines par l'application et la mise en œuvre des PC&I OAB-OIBT, avec le soutien et la participation de tous les intéressés.

Objectifs spécifiques:

Mettre en place la capacité adéquate pour la mise en œuvre des PC&I OAB-OIBT au niveau national dans les pays membres africains de l'OIBT.

Mettre en place la capacité adéquate pour la coopération efficace au niveau régional par l'intermédiaire de l'OAB, pour soutenir individuellement les pays membres dans leurs efforts de mise en œuvre des PC&I OAB-OIBT.

Complexité du projet:

10 pays: Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Libéria, RCA, RDC, Nigéria et Togo (pays ayant nouvellement adhéré à l'AIBT de 2006 depuis 2013: Bénin, Mali et Mozambique)

10 produits attendus; 78 activités

Budget total: 4,184 678 \$EU

La recherche progressive de financement a nécessité de découper le projet en 3 phases:

Phase 1: août 2003-juin 2007

Phase 2: janvier 2008-décembre 2010

Phase 3: avril 2011-2016 (les travaux de 2015 - 2016 sont en attente du versement de la tranche finale).

forestière au niveau national. Il peut admettre en son sein des observateurs qui sont des personnes physiques ou morales. Il a pour vocation de se décentraliser afin d'instaurer le dialogue multi-acteurs aussi bien au niveau national que sous-national. Il est organisé en plusieurs collèges ou chambres regroupant les parties prenantes ayant les mêmes types d'activités ou le même centre d'intérêt par rapport aux forêts ou aux ressources forestières. Il peut être un groupe informel, c'est-à-dire constitué juste pour élaborer les normes, ou formel.

... Le processus africain de mise en œuvre des PC&I

Lorsqu'il est formel, il peut se décliner en deux sortes de structures:

- un groupe indépendant, à savoir une ONG ou association, disposant de statuts et d'un règlement intérieur dûment approuvés par l'autorité compétente au niveau national; ou
- un groupe institué par arrêté ou décret pris par l'institution en charge de la gestion des forêts ou instance supérieure.

L'élaboration de la première mouture des PC&I. Dès que le GNT est mis en place, le projet commet un expert ayant une compétence avérée dans presque tous les domaines de la gestion forestière au niveau national pour analyser le référentiel régional des PC&I en vue d'apprécier son adaptabilité aux conditions nationales. Le document issu de l'analyse de cet expert constitue le document de base de travail.

La révision par les experts et la production de la deuxième mouture. Le document produit par l'expert principal est soumis à d'autres experts ayant des compétences spécifiques dans les domaines suivants:

- sylviculture et aménagement forestier (Principe II);
- conservation, écologie et biodiversité (Principe III);
- aspects sociaux, économiques et culturels en rapport avec les populations locales et les travailleurs forestiers (Principe IV).

Chaque expert passe au crible les Critères, indicateurs et sous-indicateurs de son Principe. Il a pour tâche, comme cela a été le cas de l'expert principal, de vérifier ces différents éléments sur la base de leur clarté, de leur pertinence, de leur adaptation aux conditions nationales et de leur capacité à évaluer de façon précise les éléments de gestion des écosystèmes forestiers ou du système social.

Le document issu de leurs analyses est soumis aux membres du GNT pour appréciation afin de produire la deuxième mouture des PC&I.

La consultation publique et la production de la troisième mouture. La deuxième version du document des PC&I est envoyée aux différents acteurs pour avis. Ces avis sont nécessaires étant donné que tous les acteurs ne siègent pas forcément au GNT, mais ont le droit de se prononcer sur la norme en cours d'élaboration. Les documents sont envoyés sous différentes formes (papier, numérique, etc.) et par divers canaux (courriers, envois directs, courriels, etc.). La durée de la consultation publique ne peut être inférieure à 60 jours calendaires. En cas de besoin, les experts et les membres du GNT pourront fournir des explications complémentaires à certains acteurs clés afin de leur permettre de mieux analyser le document et d'y contribuer leurs apports.

À la fin de la consultation publique, les membres du GNT et les experts analysent les différentes contributions des acteurs et intègrent les plus pertinentes. La version issue de la consultation publique constitue le troisième document.

Les tests de terrain et la production de la quatrième mouture. Les différents travaux ayant conduit à la production de la troisième version des PC&I sont généralement théoriques et s'appuient sur les expériences réelles ou supposées des experts et autres acteurs consultés. C'est pourquoi il est nécessaire de procéder à des tests de

terrain. Ceux-ci consistent à aller évaluer l'applicabilité du projet de norme sur le terrain. Pour cela, des sites représentatifs de la diversité des écosystèmes forestiers du pays, des types d'exploitation et de gestion ainsi que de la variété de systèmes socioculturels sont sélectionnés à cette fin. Les tests de terrain entraînent à leur tour la modification, la reformulation, l'ajout ou le retrait de certains indicateurs ou sous-indicateurs. Il est à signaler que le projet s'est adjoint les compétences d'un consultant international ou régional à cette étape du processus. Celui-ci a pour rôle de relire le projet de norme et de vérifier sa conformité aux directives internationales en la matière, et de conduire avec l'appui des experts nationaux les consultations inhérentes aux tests de terrain.

Cette étape conduit à la production de la quatrième mouture des PC&I.

L'atelier national de validation et la production de la version définitive des PC&I. Le document ayant parcouru les étapes précitées est soumis à l'ensemble des acteurs lors d'un atelier national regroupant la plupart des personnes intéressées par le processus ou ayant participé à l'une quelconque de ses phases. Les experts nationaux et extérieurs expliquent aux acteurs l'ensemble du processus ayant abouti à la production du document et mettent en exergue les principales modifications apportées en donnant les raisons ayant conduit à celles-ci. Les acteurs se prononcent sur le document et le valident s'il n'y a pas d'objection ou d'opposition majeures. Le document issu de l'atelier est alors considéré comme définitif et peut être imprimé pour être diffusé auprès des acteurs pour sa prise en compte dans la gestion des forêts de son champ de compétence.

Utilisation des PC&I

Les diverses activités initiées par le projet, aussi bien au niveau national que régional, ont permis de stimuler leur utilisation à divers niveaux afin d'impacter la mise en œuvre de la gestion durable sur le terrain.

La formation des auditeurs nationaux. Le projet a initié la formation au niveau régional de formateurs nationaux en matière d'audits forestiers utilisant les PC&I harmonisés OAB-OIBT comme référentiel. Trois séances de formation de formateurs ont été organisées, dont deux pour les pays francophones et une pour les pays anglophones. Elles ont permis de former au total 65 formateurs dans les dix pays membres. Par la suite, des sessions nationales de formation d'auditeurs forestiers ont été organisées permettant de former 240 auditeurs sélectionnés dans tous les secteurs d'activité touchant à la gestion forestière. La stratégie du projet, en formant des formateurs, est de permettre à chaque pays membre de disposer de compétences au niveau national pour la formation des auditeurs étant donné que ce type de formation a fait l'objet d'une forte demande chez les différents acteurs.

Production de rapports nationaux sur les progrès réalisés vers la GDF. L'une des utilisations des PC&I est la production de rapports nationaux sur les progrès vers la gestion durable des forêts sur la base du Principe 1 des PC&I («l'utilisation durable de la forêt et le maintien de ses multiples fonctions font l'objet d'une haute priorité politique»). Les rapports produits au niveau de chaque pays ont permis d'évaluer les dispositions légales, réglementaires, institutionnelles et opérationnelles destinées à favoriser la GDF au niveau national.

Les évaluations ont porté essentiellement sur:

- les objectifs nationaux, le cadre juridique et réglementaire et les programmes d'actions pour les atteindre;
- le cadre institutionnel en place pour permettre d'atteindre les objectifs de la GDF;
- les moyens (humains et matériels) et les ressources disponibles pour la mise en œuvre de la GDF;
- les politiques économiques et fiscales en place pour assurer la viabilité des entreprises forestières; et
- les mesures de contrôle et de suivi-évaluation des opérations d'aménagement depuis l'élaboration des documents de gestion forestière et leur application sur le terrain.

Sur la base de ces évaluations, des réformes ont été entreprises ou sont en cours pour adapter les dispositions susmentionnées.

L'audit de la mise en œuvre des plans d'aménagement.

Sur les dix pays membres du projet, trois ont fait l'objet d'une évaluation de leurs concessions forestières au cours de la première étape de la phase III. Un certain nombre d'entreprises ou de sites aménagés ont été sélectionnés. Des équipes d'auditeurs ont été constituées pour des évaluations sur le terrain. Les résultats de ces évaluations se présentent comme indiqué dans le tableau 1.

Les indicateurs et sous-indicateurs de chaque principe sont appréciés sur le terrain par les auditeurs. Ceux-ci notent, après inspection des documents fournis par le gestionnaire, les entretiens avec son personnel et les inspections de terrain, leur «conformité totale», «non-conformité» ou «conformité partielle». Les premiers audits constituent un état des lieux et les audits suivants, qui sont effectués suivant une périodicité annuelle, permettent d'apprécier les niveaux de prise en compte des non-conformités et de mise en œuvre des actions correctives prescrites par les auditeurs.

Le tableau 2 indique les niveaux de conformité des entreprises auditées, par principe et par pays. Au Gabon, seules trois entreprises ont fait l'objet d'un deuxième passage en audit. Ces audits fondés sur les PC&I sont très appréciés dans les pays où ils ont été conduits jusqu'à présent. Le projet mènera des audits de suivi dans les pays concernés par la phase actuelle du projet et élargira ces travaux à d'autres pays.

Impacts du projet sur les politiques, les lois et les processus d'aménagement et commerciaux

Le projet a eu les retombées suivantes en matière de politiques, de lois et de commerce:

- Les administrations forestières dans les pays membres utilisent les PC&I dans le cadre de l'élaboration des guides et normes de la GDF.
- Les cabinets d'audit de certification du *Forest Stewardship Council* (FSC) considèrent les PC&I OAB-OIBT comme le cadre de référence régional de la GDF et les ont utilisés pour élaborer le référentiel FSC lors des audits de certification.
- Les PC&I OAB-OIBT ont servi de base au développement de la norme sous-régionale FSC du bassin du Congo validée en 2012.

Tableau 1: Exemple des résultats d'audit d'un concessionnaire au Gabon

Principe 2: L'unité de gestion forestière, quelle que soit sa vocation, est gérée durablement en vue de la fourniture de biens et services.				
Critère 2.1: L'aménagement forestier se conforme à toutes les lois en vigueur ainsi qu'à tous les traités internationaux dont le Gabon est signataire.		NC	PC	C
Indicateur 2.1.1: L'aménagement forestier respecte toutes les dispositions législatives et réglementaires.	Sous-indicateur 2.1.1.1: Il existe une correspondance du ministère de tutelle notifiant au concessionnaire l'approbation de son plan d'aménagement.			1
	Sous-indicateur 2.1.1.2: Il existe un cahier des charges relatif à l'exploitation de la CFAD.	1		
	Sous-indicateur 2.1.1.3: il existe un cahier des clauses contractuelles entre l'exploitant et les populations riveraines.	1		
Indicateur 2.1.2: Toutes les taxes, honoraires ou autres redevances applicables et prévues par la loi doivent être payées.	Sous-indicateur 2.1.2.1: Il existe des quittances justifiant le paiement des taxes et redevances exigibles.	1		
Indicateur 2.1.3: Les opérations d'aménagement sont conformes aux normes techniques nationales existantes.	Sous-indicateur 2.1.3.1: Le protocole d'inventaire est conforme aux normes établies.			1
	Sous-indicateur 2.1.3.2: La cartographie est conforme aux normes techniques.		1	
	Sous-indicateur 2.1.3.3: La rédaction du plan d'aménagement est conforme au canevas existant.			1
	Sous-indicateur 2.1.3.4: Les techniques d'exploitation à faible impact prévues sont conformes au Guide technique national.			1

NC: Non Conforme; PC: Partiellement conforme; C: Conforme

- La plupart des grilles de légalité¹ des pays signataires d'un Accord de partenariat volontaire (APV) avec l'UE ont eu pour ossature le Principe 1 des PC&I OAB-OIBT.
- La mise en œuvre des PC&I a également contribué à la bonne préparation des pays qui ont conclu avec succès un APV dans le cadre du développement du processus FLEGT.
- Les initiatives de suivi indépendant en vue d'attester la légalité des opérations forestières (par ex. le Système de suivi des concessions forestières d'Afrique centrale et le Réseau de suivi du commerce de la faune du Fonds mondial pour la nature (WWF-TRAFFIC) ont intégré les PC&I OAB-OIBT dans leurs systèmes de suivi-évaluation.
- La contribution du partenariat entre le projet et le Bureau du Programme régional Afrique centrale du WWF a été significative pour la mise en œuvre du projet dans les cinq pays d'Afrique Centrale.
- Les sessions de formation sur les audits de gestion forestière sur la base des PC&I OAB-OIBT ont suscité beaucoup d'enthousiasme et d'engouement; la demande des acteurs forestiers pour de telles formations est très forte.

¹ Une grille de légalité est une matrice qui indique les références réglementaires, les indicateurs et les vérificateurs de la légalité du bois dans le contexte d'un APV.

... Le processus africain de mise en œuvre des PC&I

Tableau 2 : Résultats des évaluations des forêts par pays et par Principe

Résultat		Pays (pourcentage de conformité)															
		Cameroun				Côte d'Ivoire				Gabon							
		1	2	3		1	2	3	4	1	2	3	4	5	6	7	8
I	P2	42	63	35	57	68	65	66	60	53	30	45	18	32	34	55	
	P3	41	75	40	84	70	67	78	49	58	27	53	21	50	65	79	
	P4	48	93	23	73	43	32	55	33	78	22	48	49	40	22	42	
	Moyenne	44	77	33	71	60	55	66	47	63	26	49	29	41	40	59	
II	P2									56	33	54					
	P3									77	37	59					
	P4									47	18	67					
	Moyenne									60	29	60					

Notes: P2 = Principe 2; P3 = Principe 3; P4 = Principe 4; I = premier audit ; II = second audit.

- Les personnes formées constituent désormais un vivier d'auditeurs africains qui sont recrutés par les bureaux de certification agréés par le FSC et d'autres cabinets qui certifient les chaînes de traçabilité et attestent la conformité de la légalité.
- L'audit à l'aide des PC&I OAB-OIBT est une alternative à la disposition de toutes les entreprises (petites, moyennes et grandes), certifiées ou non, et de l'État pour mesurer leurs progrès vers la gestion forestière durable.
- Le dialogue entre l'Administration forestière et les autres acteurs est devenu une réalité dans la plupart des pays membres du projet grâce à l'esprit et aux méthodes de travail des GNT mis en place.
- Les demandes d'audit forestier vont croissant de la part des opérateurs privés et des Administrations.
- La certification panafricaine en cours de relance s'appuie sur les PC&I OAB-OIBT déjà en place dans les pays membres.
- Les pays ayant récemment adhéré à l'OIBT (Bénin, Mali et Mozambique) ont exprimé leur fort intérêt à bénéficier des activités du projet après avoir constaté son impact sur la gestion du secteur forestier dans les pays voisins.

Perspectives

Ce projet, qui a été initialement conçu pour une durée de six ans, a atteint son avant-dernière étape de mise en œuvre. La durée réelle a été plus longue que prévu à cause des difficultés liées à la mobilisation des financements d'une part et, d'autre part, à la lenteur dans l'appropriation des résultats du projet par les pays membres. En janvier 2014, plus de 87% des financements prévus (4,184 678 millions \$EU) ont été mobilisés et les objectifs du projet ont été atteints dans les mêmes proportions. Une enveloppe supplémentaire de 500 000 \$EU est nécessaire pour finaliser les activités du projet dans l'ensemble des pays membres traditionnels ainsi que dans les nouveaux pays membres, et mettre en place un cadre institutionnel au niveau régional destiné à coordonner et assurer le suivi des actions liées à la GDF dans les différents pays.

Bibliographie

OAB-OIBT 2003. *Principes, critères et indicateurs OAB-OIBT de la gestion durable des forêts naturelles tropicales*. Organisation africaine du bois et OIBT, Yokohama, Japon.

La mise en œuvre des critères et indicateurs en Europe

Si les C&I pan-européens servent un objectif utile, ils pourraient toutefois être améliorés

par Hubert Inhaizer

Institut européen des forêts
(hubert.inhaizer@efi.int)



Un indicateur: La conservation de la biodiversité forestière est une composante importante des C&I pan-européens. *Photo: Fotolia*

Dans le sillage de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992, des critères et indicateurs ont été élaborés dans le cadre de plusieurs processus et initiatives d'ordre international pour servir d'instrument de politique destiné à évaluer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts (GDF). En Europe, c'est FOREST EUROPE, l'ancienne Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe (MCPFE), qui dirige l'initiative employée pour favoriser la GDF et s'y consacrer. Dans les années 90, on a établi une grille de C&I de la GDF (appelés les C&I pan-européens), qui a été adoptée lors de la troisième MCPFE à Lisbonne en 1998. En 2003, lors de la quatrième MCPFE à Vienne, une grille améliorée comportant six critères et 35 indicateurs quantitatifs (décrivant l'état et l'évolution de la forêt) et 17 indicateurs qualitatifs (détaillant les politiques forestières nationales, les institutions et les outils mis en place pour aller dans le sens de la GDF) a été avalisée.

Toutefois, jusqu'à récemment, on ne disposait pas d'informations suffisantes permettant de savoir comment les C&I pan-européens avaient été utilisés et quelles avaient été leurs incidences réelles. Or, les décideurs et instances administratives, de même que les professionnels et le grand public, veulent savoir si les tendances observées sont durables, si les régimes de politique en place sont efficaces, et si leurs efforts pour mettre en œuvre les C&I pan-européens ont fait une différence. Cet article est consacré à une étude (le projet «CI-SFM») de l'Institut européen des forêts, qui constitue un premier effort pour recueillir des informations sur la mise en œuvre des C&I pan-européens au sein des 26 États signataires du processus FOREST EUROPE. Cette étude examine comment et dans quelle mesure la grille a été utilisée aux niveaux pan-européen et nationaux, analyse les défis et lacunes au niveau de sa mise en œuvre et explore les pistes d'amélioration.

Définir les C&I pan-européens

En l'absence d'une déclaration formelle énonçant les objectifs des C&I pan-européens, il est difficile de déterminer comment

la grille est mise en œuvre et d'évaluer si cette application a porté ses fruits. Par conséquent, l'étude a commencé par analyser et conceptualiser l'expression «mise en œuvre des C&I». Pour les besoins des travaux, une définition des C&I pan-européens avait été formulée à partir d'un examen des résolutions et documents pertinents de la MCPFE, ainsi que de publications liées à d'autres processus internationaux sur les C&I; il s'agit de la définition de travail qui a été utilisée et testée au cours du projet. Ce processus a permis d'élaborer une meilleure définition des C&I pan-européens en vue d'en discuter, de les réviser de nouveau et de les approuver au niveau de la politique, ce qui devrait aider à orienter les travaux ultérieurs.

La définition de travail comprend cinq applications principales des C&I pan-européens :

1. comme cadre de dialogue et de communication;
2. comme outil de suivi et d'établissement de rapports;
3. comme outil d'évaluation des progrès réalisés en matière de GDF;
4. pour utilisation dans les politiques forestières; et
5. pour alimenter en informations d'autres grilles d'indicateurs et les données intersectorielles.

Méthodes utilisées pour l'étude

Pour recueillir les informations requises permettant de traiter les objectifs du projet, on a examiné la documentation, mené des entretiens avec des spécialistes internes et externes au secteur forestier, conduit une enquête sur les évaluations de niveau national et infranational, et organisé des ateliers régionaux et un forum pan-européen sur la mise en œuvre des C&I. La définition de travail a servi de cadre pour recueillir et structurer les informations tout au long de l'étude.

Cette méthode a permis d'avoir une approche complète et équilibrée, sans favoriser une application au détriment d'une autre. Les conclusions clés du rapport reposent sur les perspectives des spécialistes interviewés, à savoir les correspondants nationaux de FOREST EUROPE qui

ont rempli l'enquête sur les évaluations nationales, et les participants aux manifestations du projet. Chaque groupe a utilisé des terminologies différentes et a exprimé des points de vue, approches et buts divergents, ce qui nous a apporté des renseignements importants sur la mise en œuvre des C&I pan-européens dans chacune des cinq applications.

Conclusions clés

Les C&I pan-européens ont servi de cadre de dialogue et de communication en stimulant et en développant la communication au sein du secteur forestier, notamment en termes d'encadrement et de rationalisation du débat forestier. Plus particulièrement, les C&I pan-européens ont facilité les délibérations et la concertation entre décisionnaires et parties prenantes du secteur forestier, favorisant ainsi une participation accrue des acteurs au sein des processus d'orientation des politiques forestières. Les résultats des diverses analyses indiquent également que les C&I pan-européens ont joué un rôle essentiel pour définir le contenu de la GDF, et qu'ils ont structuré la politique forestière au sein de la région pan-européenne.

Toutefois, cette grille de C&I est jugée comme étant complexe, statique et trop axée sur les questions qui intéressent uniquement le secteur forestier. Cette complexité constitue un obstacle pour communiquer sur les dossiers du secteur forestier auprès du grand public et d'autres secteurs (tels que l'énergie, l'environnement et le changement climatique), parce que les informations et la logique intégrées à la grille sont difficiles à comprendre pour les non-initiés à la foresterie. Le manque de canaux de communication, ou leur caractère fragmenté, entre les administrations forestières et les institutions compétentes, de même que la nature sporadique des activités de communication relevant des C&I, apparaissent comme autant d'entraves majeures supplémentaires à une ouverture accrue de la part du secteur forestier.

Les C&I pan-européens se sont avérés être un outil adéquat pour suivre la GDF et établir des rapports en la matière. Avalisés au niveau politique, ils ont façonné et stabilisé la préparation des rapports dans la région, un point important pour le développement à long terme des inventaires forestiers nationaux et autres dispositifs de recueil et d'analyse de données, y compris celles émanant d'autres secteurs (par ex., les comptes nationaux). Les C&I pan-européens ont contribué, tant sur le plan conceptuel que pratique, à améliorer la possibilité de comparer les informations forestières entre pays européens en fixant un cadre commun pour la production des rapports, ce qui reflète également la structure globale des sept domaines thématiques approuvés par les Nations Unies, et qu'applique par ailleurs la FAO dans son évaluation des ressources forestières mondiales. Ils ont permis d'améliorer l'offre d'informations et leur qualité, et de mieux comprendre les informations d'ordre forestier au niveau de l'élaboration des politiques européenne et nationales. Par ailleurs, grâce à l'approche fondée sur les C&I, on a pu améliorer la disponibilité des données et leur qualité dans des domaines qui n'étaient auparavant pas couverts par les statistiques du secteur forestier.

Toutefois, les experts et les correspondants nationaux de FOREST EUROPE observent de manière quasi-unanime que le recueil de données en grandes quantités, notamment celles relevant des sous-indicateurs et autres paramètres, impose un fardeau aussi considérable que contestable sur les organismes chargés de collecter ces données tout en compliquant l'objectif d'obtenir des données exhaustives. Faire en sorte que les

processus de vérification et de validation des données soient acceptables constitue une source de difficultés récurrentes, tandis que le suivi et la préparation des rapports en matière de maintenance et de régularité des outils de suivi appliqués, de capacité, de sensibilisation et de formation, et de coordination entre les prestataires nationaux et internationaux de données posent des défis au niveau institutionnel.

S'agissant d'évaluer les progrès accomplis en matière de GDF, la contribution des C&I pan-européens s'est limitée à montrer les évolutions dans le temps pour la première étape de l'évaluation. Deux prototypes d'évaluation ont été présentés au titre de pilotes dans les rapports *État des forêts en Europe* publiés en 2007 et 2011. Cela dit, malgré les avancées et ces deux approches pilotes, force est de constater que les procédures d'évaluation fondées sur les C&I se heurtent à leurs défauts structurels et conceptuels. Des seuils et rééquilibres restent à mettre au point pour les indicateurs pris individuellement.

En général, l'on reconnaît le besoin de disposer d'une méthode d'évaluation correctement élaborée et approuvée qui permette une approche équilibrée de l'utilisation des C&I pan-européens pour mesurer les progrès accomplis en matière de GDF. Pour répondre à ce besoin, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe CEE-ONU mène une action qui puise dans l'expérience accumulée dans le cadre des pilotes présentés dans le rapport *État des forêts en Europe*. Dans le cadre d'un processus transparent, la CEE-ONU et la FAO ont mis au point une méthode qui sera appliquée à titre pilote dans l'édition 2015 du rapport *État des forêts en Europe*.

Un engagement politique clair en faveur de l'évaluation de la GDF augmenterait l'impact de cette action. Il ne fait aucun doute que les Recommandations pan-européennes au niveau opérationnel (PEOLG) ont influé sur les dispositifs de certification, notamment sur le Programme de reconnaissance de la certification forestière (plus connu par son acronyme, PEFC) en lui fournissant des référentiels et en stimulant les procédures d'évaluation, tant dans les pays qu'au niveau régional. Les C&I pan-européens, dont s'inspirent les PEOLG, ont donc eu une influence indirecte sur la gestion des forêts.

Les C&I pan-européens ont facilité l'élaboration d'instruments de politique nationale et leur adaptation pour, dans nombre de cas, servir de référentiel aux politiques forestières. La grille de C&I est perçue comme fournissant un cadre complet pour une gestion forestière plurifonctionnelle. On a constaté que, de par leur pouvoir normatif implicite, on s'était davantage engagé, au niveau politique, à accepter et appuyer les C&I, et à les intégrer dans des instruments de politique nationale. Par exemple, le concept des C&I est incorporé dans plusieurs programmes forestiers nationaux et, dans certains cas, dans des instruments législatif et politique nationaux.

Par ailleurs, en façonnant le débat national sur la GDF, les C&I pan-européens ont épaulé, pour le moins indirectement, de nouveaux modes de gouvernance dans l'élaboration des politiques forestières nationales. De manière élargie, les C&I pan-européens sont désormais un outil accepté pour stimuler et favoriser la GDF et mettre en œuvre les politiques au niveau national. Toutefois, les méthodes, de même que la qualité de l'adaptation des C&I pan-européens au niveau national, varient considérablement. En effet, son processus ne donne guère d'orientations quant à la mise en œuvre des C&I au niveau national. Sa nature non juridiquement contraignante n'assure pas la mise en œuvre élargie des C&I dans les

politiques, programmes et lois de niveau national touchant aux forêts, même si les incitations sont concrètes dans les pays où ils ont été envisagés. Certains indicateurs pourraient être utilisés d'un point de vue sélectif et des intérêts, mais cela ne permettrait pas de prendre en compte toute la complexité de la GDF. L'étude montre que les liens opérationnels entre l'échelon politique et l'échelon de l'unité forestière d'aménagement sont rares, alors même qu'il est essentiel que ces liens soient solides pour évaluer la conformité des opérations forestières aux politiques, de même que les retombées des politiques au niveau opérationnel.

Les C&I pan-européens n'ont généré que peu d'informations intéressant l'intersectoriel. Les données recueillies en accord avec la grille de C&I pan-européens, ou des grilles de C&I nationales ou infranationales qui s'en sont inspirées, ont rarement été utilisées dans d'autres secteurs ou pour d'autres indicateurs plus généraux destinés à évaluer les évolutions sociétales et économiques. La collaboration entre processus relatifs aux C&I (par ex. le Processus de Montréal, celui des C&I de l'OIBT et l'évaluation des ressources forestières mondiales) et les tentatives de les harmoniser existent, notamment pour évaluer la GDF, et l'on communique sur les questions conceptuelles. Rares sont les exemples de liens entre les processus de différents secteurs (c.-à-d. autres que le secteur forestier) aux niveaux national, de l'Union européenne ou pan-européen). Toutefois, dans nombre de cas les données du secteur forestier ne sont pas jugées pertinentes par les processus «hors forêt», ou bien elles ne sont pas exprimées sous une forme utilisable. L'une des raisons de ces réserves tient à l'emploi de concepts et de définitions qui ne sont qu'en partie harmonisés avec ceux des autres secteurs. En bref, les autres secteurs se montrent réservés dans leur réponse aux dossiers du secteur forestier et la communication fait défaut (dans les deux sens) sur les besoins en données intersectorielles.

Malgré les progrès réalisés dans le cadre des diverses approches de mise en œuvre des C&I pan-européens, des améliorations s'imposent si l'on souhaite qu'ils soient considérés comme de puissants outils permettant de favoriser la GDF aux niveaux infranational, national et pan-européen. L'équipe du projet CI-GDF a formulé plusieurs recommandations, qui sont énoncées ci-après, destinées à permettre ces améliorations; on en trouvera le détail dans le rapport intégral.

Recommandations pour la mise en œuvre des C&I aux niveaux national et infranational

1. Examiner la mise en œuvre aux niveaux national et infranational
2. Favoriser l'emploi judicieux des C&I
3. Développer la capacité d'application des C&I sur le terrain
4. Développer ou améliorer l'emploi des C&I au niveau infranational
5. Utiliser les C&I indirectement pour améliorer la pratique au niveau de l'unité forestière d'aménagement

Recommandations pour la mise en œuvre des C&I au niveau pan-européen

1. Formuler des objectifs destinés à la révision de la grille des C&I pan-européens
2. Réviser la grille d'indicateurs pan-européens
3. Mettre au point des méthodes harmonisées pour évaluer la pérennité de la gestion de la forêt aux niveaux national et infranational au moyen des C&I
4. Développer la compréhension et l'emploi des indicateurs qualitatifs
5. Élaborer des sous-ensembles d'indicateurs ou des indicateurs composites pour pouvoir traiter des problèmes de politique spécifiques
6. Mettre en place des passerelles avec les autres secteurs

Conclusion

Les recommandations énoncées ci-dessus visent à trouver des solutions aux entraves aux C&I et à renforcer leur processus d'élaboration et d'utilisation, non pas uniquement en tant qu'outil de suivi et de préparation des rapports, mais aussi pour élaborer les politiques aux niveaux national et pan-européen. Plusieurs des actions proposées nécessitent d'être examinées plus en détail pour mieux cerner et comprendre la complexité des indicateurs et aider à renforcer les capacités qui permettront de les mettre en œuvre de manière plus efficace. Ces recommandations appuient les travaux de FOREST EUROPE, notamment de son programme de travail lié au développement et à l'amélioration de la GDF et de ses outils, de même qu'elles constituent une base solide pour des échanges ciblés aux échelons politique et scientifique.

Cet article est tiré du rapport intégral disponible sur: www.efi.int/files/attachments/publications/efi_c-i_report_implementing_criteria_net_final.pdf. Pour en savoir plus sur le projet CI-GDF, prière de consulter: <http://ci-sfm.org>.

La stratégie de l'OIBT en matière de gestion des connaissances

La meilleure gestion de son vaste gisement de connaissances va aider l'OIBT à accomplir sa mission

par Riff Fullan

(Riff.Fullan@helvetas.org)

et

Ivan Tomaselli

(itomaselli@stcp.com.br)

Consultants auprès de l'OIBT



L'arbre de la connaissance: Les nombreuses publications de l'OIBT formeront une composante essentielle de sa stratégie de gestion des connaissances. *Graphique: OIBT*

À l'OIBT, les équipes de projet et leurs partenaires ont accumulé une immense somme de connaissances, par exemple, sur la gestion de la forêt et sa conservation, l'industrie forestière, le commerce du bois et des produits forestiers non ligneux, sans oublier des questions relevant du développement des collectivités, de la conservation de la biodiversité, de la réduction de la pauvreté et du développement des petites et moyennes entreprises. Reconnaissant la nécessité d'exploiter au mieux cette mine de savoirs et de démultiplier la génération, l'échange et l'apprentissage de ces compétences chez les parties prenantes à l'OIBT, le Plan d'action stratégique 2013-2018 de l'OIBT préconise, au nombre des priorités, que soient mises en place une stratégie de gestion des connaissances (GC) ainsi que des directives en la matière. Cet article se penche sur le développement de cette stratégie à l'OIBT.

Stratégie de gestion des connaissances: l'approche

La méthode appliquée pour mettre en place une stratégie de gestion des connaissances a conjugué la proximité des auteurs et leur travail avec l'OIBT, une profonde compréhension de l'évolution de la GC et de la conception dominante utilisée pour l'élaborer, avec une approche qui a voulu amener le secrétariat de l'OIBT et autres acteurs à réfléchir sur le mandat et les modalités de travail de l'OIBT, ainsi que leur signification s'agissant de mettre au point une stratégie de GC. L'objectif consistait à dégager une appréciation multidimensionnelle du contexte de l'OIBT et à entamer un processus à long terme pour le développement de la GC qui, au final, serait conduit par les gens et institutions les plus indispensables à son succès.

Les principaux éléments des travaux furent: élaborer un programme de recherche en concertation avec l'Administrateur chargé de la planification, du suivi et de l'évaluation à l'OIBT; réunir des informations de retour sur les questions liées à la GC auprès des parties prenantes clés

de l'OIBT; et préparer un plan d'action sur la stratégie de GC basée sur ces remontées d'information et le nec-plus-ultra en matière de stratégie de GC.¹

Le plan d'action sur la stratégie de GC en trois phases, décrit en détail ci-après, a pour objet d'assurer que la stratégie de GC de l'OIBT soit élaborée et mise en œuvre efficacement. Il a été préparé après avoir mené des concertations élargies en interne et hors OIBT, évalué le contexte actuel en matière de GC à l'OIBT, et cerné les types d'apprentissage qui interviennent chez les pays membres de l'OIBT et ses partenaires. La mise en œuvre de la stratégie de GC, dans le cadre du plan d'action, devrait assurer que ces apprentissages soient partagés efficacement, et aider l'OIBT à incorporer les orientations que ses parties prenantes lui auront relayées en matière de GC.

Qu'entend-on par gestion des connaissances?

Il existe toute une série de définitions possibles pour l'expression «gestion des connaissances». L'on considère que les connaissances résident essentiellement dans le cerveau des personnes et dans leurs pratiques individuelles et collectives (dans les institutions, réseaux et collectivités). Elles s'observent plus facilement lorsqu'elles sont appliquées (par ex. lors d'activités physiques ou mentales), et sont partagées au mieux dans l'action (par ex. des travaux collaboratifs, l'apprentissage sur site et la formation).²

La GC consiste à organiser des informations pertinentes, connaissances et processus connexes en vue d'atteindre des objectifs au cœur d'une institution. Appliquée au niveau institutionnel, la GC ne consiste pas à créer ou à partager les connaissances en tant que telles; il s'agit plutôt de gérer un environnement propice à la création et au partage entre personnes et groupes dans le cadre de leur travail.

¹ Les principales sources se rapportant aux concepts d'élaboration d'une stratégie de gestion des connaissances qui ont cours sont répertoriées dans la Bibliographie à la fin de cet article.

² Voir Fullan (2010) pour un examen plus approfondi de la nature de la connaissance.

Les domaines actuels de gestion des connaissances à l'OIBT

L'OIBT mène une série d'activités liées à la GC, comme suit:

- gestion de la production de la documentation (en termes d'entrées et de sorties), mise en œuvre des décisions et production de rapports relatifs aux délibérations du Conseil international des bois tropicaux (CIBT);
- gestion des modalités de contractualisation, de suivi, d'évaluation et de production de rapports sur les projets et activités menés dans le cadre du cycle régulier des projets de l'OIBT ainsi que, plus récemment, des Programmes thématiques (sans oublier les bourses accordées à des particuliers);
- publication régulière de travaux relatifs à la gestion durable des forêts et au commerce des bois tropicaux, à savoir la revue *Actualités des forêts tropicales*, le bulletin bimensuel *Market Information Service* et l'*Examen annuel et évaluation de la situation mondiale des bois* (désormais biennal); et
- mener les diverses activités supplémentaires définies dans le Programme de travail biennal.

Même en l'absence, jusqu'à présent, d'une stratégie explicite de GC, une grande partie du travail quotidien de l'OIBT peut être considéré comme étant de la GC. Ce travail comporte deux volets fondamentaux: les processus et les infrastructures techniques. Les processus les plus significatifs en place sont ceux qui gèrent les flux de travail se rapportant aux délibérations du CIBT, la production des publications de l'OIBT et les transactions liées aux projets et activités qu'appuie l'OIBT. Le secrétariat de l'OIBT dispose de plusieurs outils et plateformes de technologie de l'information pour faciliter son travail; sachant que ces divers outils ont été créés à des époques et des fins différentes, le niveau général d'interconnexion (et de compatibilité technique) est limité, voire, dans certains cas, inexistant.

S'agissant de la stratégie de GC à l'OIBT, les principaux défis à résoudre sont: 1) la gestion des informations et des flux de travail liés aux projets et activités; 2) la mise à profit efficace des expériences et enseignements intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des projets et activités de l'OIBT; 3) permettre l'accès en ligne de la grande diversité des informations générées par l'OIBT; et 4) la nécessité d'élaborer une approche stratégique de la GC. À l'OIBT, la stratégie de GC a pour vocation de répondre à ces défis.

Élaboration de la stratégie de gestion des connaissances de l'OIBT

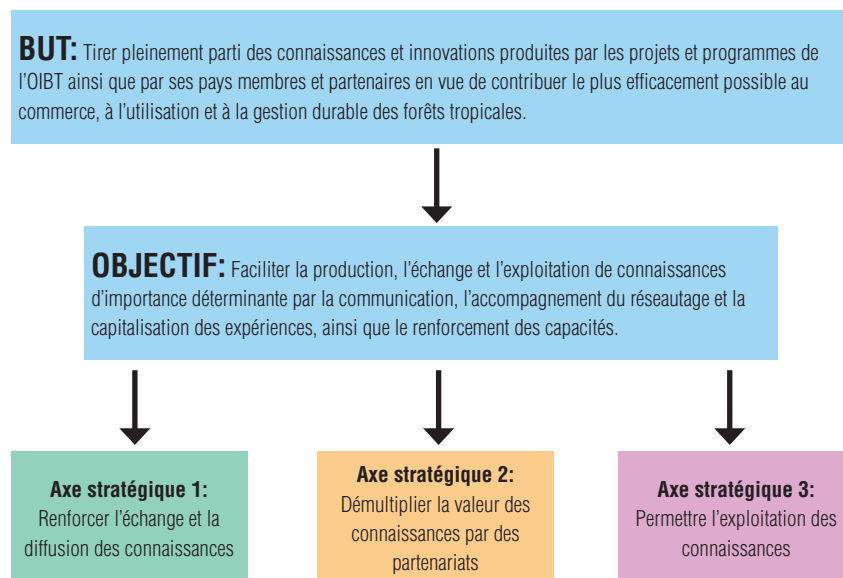
La stratégie de GC de l'OIBT permettra de faire des connaissances un produit livrable essentiel qui permettra à l'Organisation de mener à bien sa mission plus efficacement. L'objectif global de cette stratégie est le suivant:

Tirer pleinement parti des connaissances et innovations produites par les projets et programmes de l'OIBT ainsi que par ses pays membres et partenaires en vue de contribuer le plus efficacement possible au commerce, à l'utilisation et à la gestion durable des forêts tropicales.

Plus spécifiquement parlant, cette stratégie a pour objectif de faciliter la production, l'échange et l'exploitation de connaissances d'importance déterminante par la communication, l'accompagnement du réseautage et la capitalisation des expériences, ainsi que le renforcement des capacités.

La réalisation du but global et de l'objectif spécifiques repose sur trois axes stratégiques: renforcer l'échange et la diffusion des connaissances; démultiplier la valeur des connaissances par des partenariats; et permettre l'exploitation des connaissances (figure 1).

Figure 1. Approche utilisée pour élaborer la stratégie de gestion des connaissances de l'OIBT



Le plan d'action stratégique de GC à l'OIBT est de nature itérative, à savoir qu'il suit une approche progressive conçue pour ménager des opportunités de réflexion et d'ajustement et permettre ainsi à la stratégie d'évoluer en y intégrant de nouvelles idées. Les trois phases sont conçues de manière à culminer par une stratégie de GC mature couvrant la période 2015-2018. Dans le cadre de cette approche itérative, les principales actions recommandées reposent sur les trois axes stratégiques suivants.

- **Axe stratégique 1: Renforcer l'échange et la diffusion des connaissances.** Le site Internet de l'OIBT est de loin le véhicule le plus important d'échange et d'acquisition des connaissances et c'est lui qui est le plus sollicité dans ce sens, étant suivi en cela par la large gamme de connaissances et d'éléments de savoir que produit l'OIBT dans ses publications.
- **Axe stratégique 2: Démultiplier la valeur des connaissances par des partenariats.** C'est actuellement le domaine le plus sous-exploité dans le champ des interventions de l'OIBT, compte tenu de l'engagement de l'OIBT dans une gamme étendue de partenariats internationaux, et du nombre de ses partenaires dans les différentes régions. Les partenariats noués par l'OIBT offrent le socle sur lequel celle-ci peut se constituer un rôle de diffuseur de connaissances beaucoup plus fort qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, notamment grâce à l'appui-conseil, au renforcement des capacités des réseaux et aux communautés de pratique.
- **Axe stratégique 3: Permettre l'exploitation des connaissances.** Cet axe vise à développer les capacités requises chez les structures institutionnelles pour gérer les connaissances afin que se réalise pleinement le potentiel de l'OIBT dans ce domaine.

... La stratégie de l'OIBT en matière de gestion des connaissances

La pleine mise en œuvre des activités des Axes 1 et 2 requiert un niveau de capacité qui a besoin d'être développé, car il n'existe aujourd'hui qu'en partie à l'OIBT. L'Axe 3 existe pour assurer que ces capacités puissent être déployées dès que nécessaire.

Prises dans leur ensemble, les activités préconisées pour les trois phases d'élaboration de la stratégie de GC de l'OIBT l'ancreront progressivement dans les pratiques et auprès des personnes et des organes qui composent l'OIBT, et continueront de profiter d'une flexibilité et d'une réactivité intégrées afin de faire face à l'évolution de l'environnement institutionnel dans lequel s'inscrit l'OIBT.

Traduire la stratégie de GC de l'OIBT en action

Le plan d'action stratégique de GC à l'OIBT comprend les trois phases suivantes:

Phase 1. D'une durée d'environ quatre mois, la Phase 1 a pour objet d'engendrer des bénéfices immédiats dans le cadre d'activités qui peuvent être mises en place sans autre forme de planification ou concertation. Elle sera essentiellement axée sur les produits réalisables au niveau du secrétariat de l'OIBT et sur la mise en place des conditions propices à l'exécution efficace des Phases 1 et 2. La Phase 1 passe par un nouvel examen des infrastructures d'information de l'Organisation ainsi que de leurs processus connexes (Axe stratégique 1), en vue de:

- déterminer les besoins en matière de gestion des informations centrales de l'OIBT par le biais de son site Internet;
- identifier les principaux obstacles additionnels liés au processus qui entravent le flux des contenus vers le site Internet; et
- explorer les possibilités de faire participer en ligne les partenaires, membres et autres parties concernées à des dialogues et des échanges d'informations autour de thèmes clés présentant un intérêt pour l'OIBT.

La Phase 1 comprend également des actions destinées à renforcer les capacités du secrétariat en matière de connaissances (Axe stratégique 3), articulées en deux volets: créer un mécanisme destiné à optimiser la rétention de la mémoire institutionnelle, à commencer par le secrétariat; et adopter une approche proactive pour renforcer les capacités du personnel.

La Phase 1 prévoit également d'améliorer l'environnement de travail de l'OIBT, par exemple en rompant les «cellules» divisionnaires, en valorisant la disposition physique des bureaux de l'OIBT et en explorant la rationalisation des structures et processus institutionnels (Axe stratégique 3). Il conviendrait d'examiner deux problèmes d'ordre structurel en vue d'améliorer les liens entre les Comités, les groupes d'experts et le secrétariat de l'OIBT, ainsi que la gestion des informations et du flux de travail relevant de ces entités: fusionner les comités consultatifs chargés des Programmes thématiques et le Groupe d'experts chargé de l'évaluation des projets; et aligner les Comités du CIBT sur la nouvelle structure du secrétariat.

Phase 2. La seconde phase du plan d'action stratégique de GC est envisagée sous la forme d'un processus de huit mois qui commencera à s'attaquer aux défis à plus long terme de la GC nécessitant un effort soutenu et la mobilisation des divers

partenaires. Les buts de la Phase 2 consistent à synthétiser les premiers résultats, à réfléchir sur la planification et l'expérience jusqu'à présent, et à mettre sur pied les principaux éléments de la Phase 3. Elle prévoit trois séries d'activités: réaménager le site Internet de l'OIBT; planifier des interventions ciblées pour renforcer l'apprentissage; et valider et prolonger la stratégie de GC pour la période restante du Plan d'action stratégique de l'OIBT (2015-2018). Le réaménagement du site Internet de l'OIBT (Axe stratégique 1) durant la Phase 2 s'appuiera sur les besoins déterminés au cours de la première Phase (nouvel examen des infrastructures d'information et processus connexes). Les interventions ciblées destinées à renforcer l'apprentissage (Axes stratégiques 2 et 3) comprendront des mesures permettant de mettre en relief les éléments d'apprentissage de la planification, du suivi et de l'évaluation³ des projets, ainsi que l'identification d'opportunités élargies d'apprentissage.

Il est crucial de valider et de prolonger la stratégie de GC de l'OIBT durant la période restante de son Plan d'action stratégique (qui étaye l'ensemble des trois piliers stratégiques) pour assurer son développement d'ensemble. Pour être solide, la stratégie de GC doit tirer parti des expériences antérieures; le secrétariat, le CIBT et les partenaires de l'OIBT devront donc, en conséquence, examiner les progrès des actions conduites durant la Phase 1 et les premières étapes de la Phase 2 afin d'adapter la stratégie résultante de la Phase 3 aux besoins de l'OIBT.

Phase 3. Les buts et activités spécifiques à la Phase 3 seront identifiés lors de la validation des Phases 1 et 2 afin de générer une stratégie de GC pour la période 2015-2018. Elle devrait être étroitement liée au Programme de travail biennal 2015-2016 de l'OIBT, dont les activités spécifiques offriront de nombreuses opportunités de mettre en œuvre la stratégie de GC.

D'une manière générale, durant la période 2015-2018, la stratégie de GC devrait s'attacher à faciliter les processus collaboratifs d'apprentissage et de partage des connaissances sur le terrain et aux niveaux régional et mondial. Au niveau du terrain, les projets financés par l'OIBT demeureront les principales sources de connaissances pertinentes aux activités de l'OIBT; au niveau régional, des opportunités d'incorporation devraient se présenter, par exemple sous la forme de manuels et directives à élaborer ou du partage des résultats de projet. Au niveau mondial, le rôle de l'OIBT en tant que modérateur du dialogue et de la coopération internationale entre producteurs et consommateurs de bois tropicaux en matière de gestion durable des forêts tropicales et de commerce durable des bois tropicaux sera renforcé grâce à ses meilleures pratiques de GC à tous les niveaux. Les activités entamées lors des phases antérieures, telles que la gestion optimisée du site Internet, la rétention de la mémoire institutionnelle et la formation du personnel à la GC, se poursuivront.

Conclusion

L'OIBT appuie une grande diversité de projets et activités et gère un volume substantiel d'informations liées à la conservation et à la gestion, à l'utilisation et au commerce durables des ressources forestières tropicales. Elle joue également un rôle important s'agissant d'établir des liens entre les pays producteurs et consommateurs et de favoriser la collaboration internationale.

3 Voir Simula *et al.* (2001) concernant les recommandations spécifiques relatives à la planification, au suivi et à l'évaluation des projets.

À plusieurs titres, les connaissances et l'apprentissage constituent l'âme de l'OIBT. Afin d'optimiser l'impact de ses travaux, il est par conséquent crucial que l'OIBT adopte une approche stratégique de la gestion des connaissances et de l'apprentissage. La vaste expérience, la grande expertise et le dévouement dont disposent l'OIBT lui permettront de renforcer les connaissances et l'apprentissage. Or, le défi immédiat consiste à canaliser et à tirer parti du gisement de connaissances existant suivant des axes stratégiques. Tel est le but de la stratégie de GC de l'OIBT.

Plutôt que d'essayer de s'attaquer à tous les défis, petits et grands, simultanément et en mobilisant le même niveau d'énergie et de ressources, la tactique est de diviser les actions requises en une séquence gérable et logique. Les actions commencent par les plus petits défis immédiats et montent en puissance avant de s'attaquer aux défis plus complexes et à plus long terme. Elles sont conçues pour se renforcer mutuellement et impulser ce qui deviendra éventuellement une dynamique autonome.

L'objectif ultime est de passer de la fourniture d'un appui aux dialogues traditionnels au bénéfice d'une collaboration aux projets et activités et de la fourniture d'informations au profit d'une manière de fonctionner davantage en réseau. Cette évolution va recentrer les connaissances et l'apprentissage au cœur de la structure de l'Organisation tandis que la responsabilité de leur génération et de leur utilisation incombera désormais aux gens et institutions les mieux placés pour cette mission.

Le projet de rapport sur la stratégie et le plan d'action de gestion des connaissances de l'OIBT (assortis de synthèses en français et espagnol) peuvent être téléchargés sur: www.itto.int/council_documents

Bibliographie

ADB 2009. *Enhancing knowledge management under strategy 2020: plan of action 2009–2011*. Banque asiatique de développement, Manille, les Philippines. Disponible sur: www.adb.org/sites/default/files/pub/2009/enhancing-knowledge-management-under-strategy-2020.pdf

Caswell, S. & Umali, R. 2013. *Efficacité du fonctionnement des programmes thématiques OIBT à titre pilote*. Rapport final. OIBT, Yokohama, Disponible sur: www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=3038&no=0

FAO 2011. *FAO knowledge strategy*. FAO, Rome, Italie. Disponible sur: www.fao.org/fileadmin/user_upload/capacity_building/KM_Strategy.pdf

Fullan, R. 2010. *Reflecting on the nature of information, knowledge and learning*. Helvetas Swiss Intercooperation. Disponible sur: https://assets.helvetas.ch/downloads/18_reflection_on_the_nature_of_information_final_english_a4_portrait.pdf

IFAD 2007. *Knowledge management strategy*. Fonds international de développement agricole, Rome, Italie. Disponible sur: www.ifad.org/pub/policy/km/e.pdf

ILO 2007. *Results-based management: knowledge strategy*. Organe directeur du Bureau international du travail. 300^e session. Point 9 de l'Ordre du jour, novembre 2007. GB.300/PFA/9/2. Disponible sur: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_084822.pdf

Simula, M., El-Lakany, H. & Tomaselli, I. 2011. *Meta-évaluation des évaluations a posteriori de l'OIBT*. Projet de rapport. OIBT. Disponible sur: www.itto.int/direct/topics/topics_pdf_download/topics_id=2784&no=3

Les lecteurs nous écrivent

Madame/Monsieur,

Le numéro 22-2 d'*Actualités des forêts tropicales* était consacré à la traçabilité afin de suivre les flux de bois vers les scieries et ports ainsi que la commercialisation des produits forestiers. J'aimerais vous féliciter pour ces efforts au sein desquels j'ai repéré d'excellents travaux comme, par exemple, le «Système de traçabilité proposé pour les forêts communautaires au Cameroun» (fig. 1, p. 7) et «Mode de traçage de quelques débités issus de forêts communautaires» (fig 2, p. 8), ces deux figures faisant partie de l'article «Traçabilité des bois FLEGT au Cameroun». J'ai toutefois quelques réserves concernant ces efforts qui m'amènent à soulever un certain nombre de questions que j'aimerais partager avec vous.

1. Quel est le coût de mettre en œuvre et d'utiliser ce type de système de traçabilité?
2. Les populations, et notamment les collectivités, peuvent-elles supporter ces coûts?
3. Les collectivités et les pays disposent-ils de l'expertise et des ressources nécessaires pour mettre en œuvre et utiliser de tels systèmes? Ces systèmes complexes offrent d'excellentes opportunités aux cabinets de conseil.
4. Le marché est-il prêt à payer le bois et les produits forestiers prélevés dans le cadre de ces systèmes de traçabilité?

5. Les produits agricoles sont-ils soumis à ce type de système de traçabilité? Pourquoi seules les activités forestières devraient-elles être soumises à de tels systèmes?

6. Il me semble que ces systèmes vont déboucher sur la mise en place d'un environnement défavorable au développement des activités forestières. En effet, bien qu'indirectement, ces efforts, au final, contribuent à la conversion des surfaces boisées à des activités agricoles, y compris des pâturages, étant donné que ce type d'activité n'est pas soumis à des systèmes bureaucratique et restrictif de ce genre.

7. Pourquoi ne pas développer des systèmes qui soient adaptés au monde réel? Des systèmes qui puissent être mis en œuvre et utilisés dans le contexte local réel et qui débouche sur la mise en place d'un environnement propice au développement des activités économiques de la forêt?

8. Les activités forestières constituent par définition une activité de long terme et, en tant que telle, elles nécessitent, entre autres, une stabilité juridique susceptible d'assurer à l'entrepreneur que son activité ne va pas devenir non viable suite à une restriction imposée par la législation.

Avec mes sincères salutations,
Sebastiao Kengen (skengen@terra.com.br)
Brésil

Note du Rédacteur en chef: l'OIBT a mené des travaux significatifs sur les questions soulevées dans cette lettre, dont certains pourraient être évoqués dans de futures éditions de l'AFT. Dans l'intérêt, l'AFT invite les lecteurs à nous écrire (en faisant mention de leurs nom, prénom et adresse courriel) sur cette question, ou d'autres, pour éventuelle publication.

La dynamique d'une population d'essences commerciales après extraction sélective au Myanmar

par Rosy Newin

Institut de recherche forestière
(Myanmar)
(rosynewin@gmail.com)



Marqué: Un forestier délimite une placette expérimentale sur le site de l'étude. Photo: R. Newin

Au Myanmar, la forêt décidue humide des Monts-Bago présente les meilleurs taux de croissance et le plus important matériel sur pied de teck (*Tectona grandis*) de toutes les forêts du pays (Kermode, 1964). Elle représente, Réserve forestière de Kabaung comprise, 11,3% de la totalité des forêts de teck dans le pays (Aung Thant Zin, 2000). Ces forêts constituent la première source de produits forestiers au Myanmar, tandis que l'extraction de teck et autres essences de feuillus marchandes est une source importante de devises étrangères.

Dans les forêts tropicales naturellement gérées, le recrutement lié à la régénération des arbres constitue une étape cruciale pour maintenir la production de bois. L'extraction sélective étant au Myanmar l'une des principales pratiques sylvicoles, dans l'optique de la pérennité, il est par conséquent important de comprendre en détail la régénération qui fait suite à une extraction sélective. Or, les études empiriques sur les peuplements forestiers d'extraction et la régénération des arbres dans la Réserve forestière de Kabaung font défaut. Cette étude, qui a été menée avec le concours d'une bourse de l'OIBT, a été conçue pour aider à pallier cette lacune.

Objectifs et site de l'étude

L'étude a deux objectifs: déterminer la structure du peuplement après extraction sélective; et évaluer les incidences de la coupe sélective sur la régénération des arbres.

Les Monts-Bago sont situés près des villes de Taungoo et Oktwin dans le district de Taungoo, dans la partie sud du bassin central du Myanmar entre 18°50' et 19°09' Nord et 95°504 et 96°12' Est. Dans les Monts-Bago, les forêts naturelles peuplées de teck sont gérées depuis 1856 dans le cadre du Régime de sélection du Myanmar (MSS) (Ko Ko Gyi et Kyaw Tint, 1955), qui reste le principal utilisé pour les gérer. Dans le cadre du MSS, le cycle d'abattage est de 30 ans, pour des diamètres à hauteur d'homme (dhh) minimum exploitables de 73 cm en forêt humide, contre 63 cm en forêt sèche. Divers traitements sylvicoles sont menés afin d'aider

à restaurer les forêts avant de démarrer le prochain cycle d'extraction. Ce régime a pour objet d'exploiter les forêts peuplées de teck de manière durable tous les 30 ans.

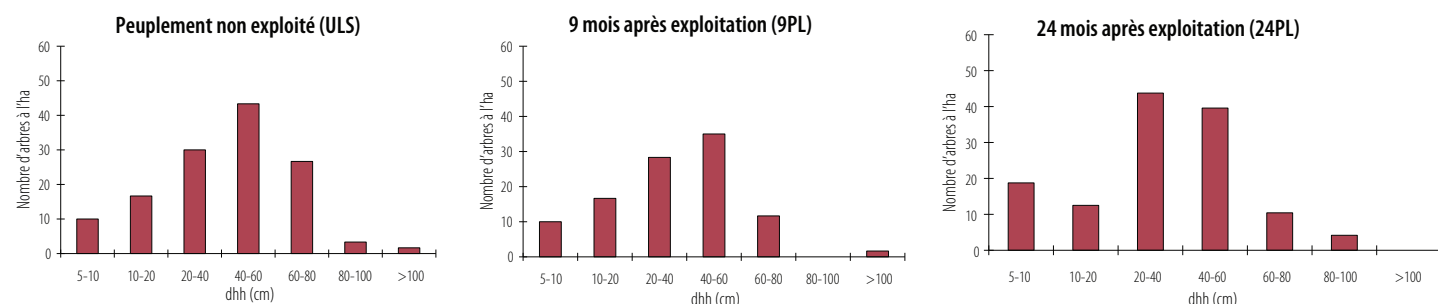
Essences objet de l'étude

Deux essences ont été étudiées. Au Myanmar, le teck est l'essence la plus importante en termes de production de bois et de programmes de développement des plantations. Reconnue comme une essence de lumière (Troup, 1921), elle se montre résistante aux incendies. En revanche, le pyinkado (*Xylia xylocarpa*), également appelé le bois de fer du Myanmar, est une essence d'ombre, notamment en début de croissance, durant les premières étapes de son cycle de vie. Associé naturel du teck, il résiste toutefois mal au feu. Le pyinkado est une essence commerciale prisée en raison de sa densité, de sa durabilité et de sa relative abondance (Thant Shin, 2006). C'est l'une des essences les plus recherchées au Myanmar pour construire des habitations et des ponts ainsi que pour les traverses de voie ferrée.

Matériel et méthodes

Dans la Réserve forestière de Kabaung, nous avons aménagé des placettes d'échantillonnage (60 m x 80 m) pour chacun des peuplements suivants: un peuplement non exploité (ULS); un peuplement neuf mois après exploitation (9PL); et un peuplement 24 mois après exploitation (24PL). Chacune de ces placettes a été divisée en sous-placettes de 20 m x 20 m. Dans chacune de ces sous-placettes, tous les arbres vivants d'une hauteur égale ou supérieure à 1,3 m ont été étiquetés et identifiés, le dhh de leur fût a été mesuré; les pousses (de moins de 1,3 m de hauteur) ont été comptées et étiquetées, et leur diamètre et hauteur mesurés. Quatre photos de la canopée ont été prises au moyen d'un objectif grand-angle à une hauteur de 1 m à des emplacements situés à l'intérieur de chaque sous-placette. Les images ont été analysées à l'aide d'un logiciel d'analyse des coefficients de transmission de la lumière (Université Simon Fraser, Institut des études sur les écosystèmes). La signification des écarts relevés au niveau de

Figure 1: Structure des peuplements exploités et non exploités



la densité et de la hauteur des pousses dans les sous-placettes a été testée selon les types de perturbation par une ANOVA unidirectionnelle. Un test Tukey *post-hoc* a servi à comparer les catégories de perturbation. Nous avons mené des analyses statistiques au moyen du programme SPSS 16.0.

Résultats et analyse

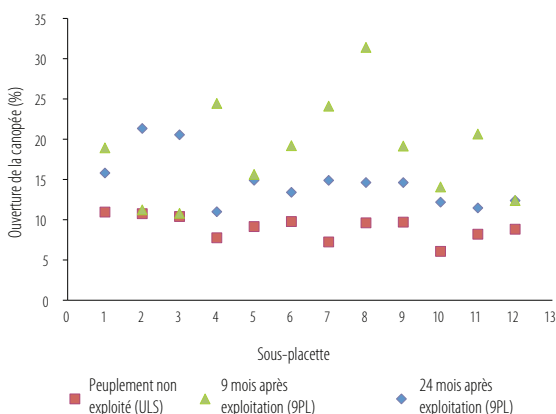
Structure du peuplement après extraction sélective

La figure 1 montre la structure des peuplements exploités et non exploités. Comparées à la placette ULS, les placettes 9PL et 24 PL contiennent moins d'arbres dans les classes de diamètre situés entre 60 et 80 cm, parce que la plupart des arbres de cette classe ont été prélevés lors de l'exploitation (ce qui indique que l'extraction a respecté le MSS qui prescrit de prélever les arbres d'un dhh égal ou supérieur à 73 cm).

Ouverture de la canopée dans les surfaces exploitées et non exploitées

La figure 2 montre que, comparée aux placettes 9PL et 24PL ($P < 0,05$), l'ouverture de la canopée est significativement différente dans la placette ULS. Dans la plupart des sous-placettes, l'ouverture de la canopée est supérieure à 20% dans 9PL, mais inférieure à 15% dans 24PL, même si, dans l'ensemble, elle n'est pas significativement différente dans les deux placettes extraites ($P = .082$). Concernant l'ouverture de la canopée inférieure, comparée à 9PL, 24PL indique un taux rapide de rétablissement dans les peuplements exploités au Myanmar.

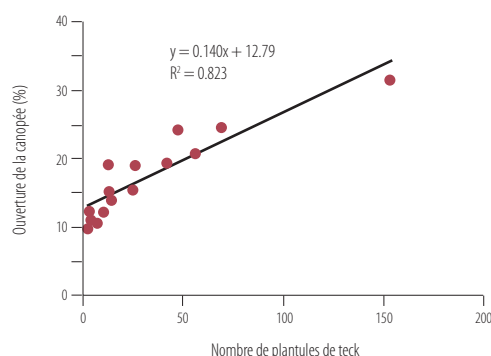
Figure 2 : Ouverture de la canopée dans les peuplements exploités et non exploités



Lien entre l'ouverture de la canopée et la régénération du teck

La figure 3 montre que l'ouverture de la canopée est favorablement corrélée au nombre de plantules de teck, ce qui est cohérent avec le fait que le teck est une essence de lumière.

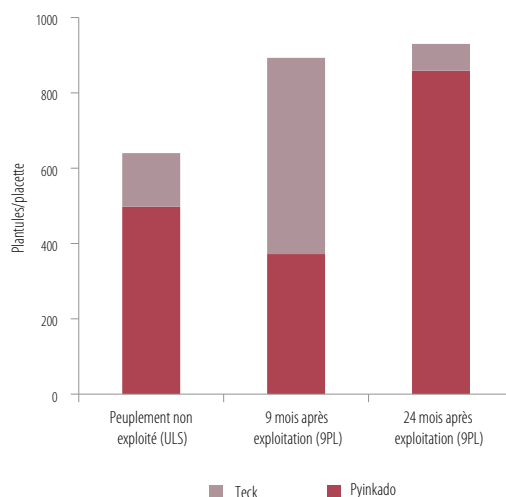
Figure 3 : Ouverture et régénération de la canopée



Densité des plantules de teck et de pyinkado dans les surfaces exploitées et non exploitées

La figure 4 montre que la densité des plantules de teck est la plus élevée dans la placette 9PL, où l'ouverture de la canopée est la plus importante. En revanche, la densité des plantules de teck est moindre dans la placette 24PL, alors que celle du pyinkado, une essence tolérante à l'ombre, est nettement plus élevée.

Figure 4 : Densité des plantules de teck et de pyinkado





Resserrement: Le couvert de la canopée dans des placettes expérimentales situées dans une forêt humide décidue de teck sur les Monts-Bago au Myanmar: non exploitée (à g.), neuf mois après exploitation (centre) et 24 mois après exploitation. Photos: R. Newin

Bien que l'ouverture de la canopée soit plus importante dans la placette 24PL que dans la placette ULS, la densité des plantules de teck n'est pas significativement différente sur ces sites. En forêt tropicale humide décidue, la densité du sous-bois varie fortement, et donc, si la canopée est ouverte, le sous-bois peut devenir très dense, ce qui entrave concrètement la régénération des arbres (Kermode, 1964). Sur le site d'étude, les observations sur le terrain ont montré que la placette 24PL présentait la plus forte densité de végétation concurrente, notamment des pousses de bambou, ce qui explique la densité nettement moindre des plantules de teck dans 24PL, comparée à 9PL, de même que la densité similaire des plantules de teck entre ULS et 24PL.

Profil de répartition des plantules d'arbre dans les surfaces exploitées et non exploitées

La Figure 5 montre que, dans les placettes 9PL et 24PL, la hauteur des plantules est plus élevée que dans la placette ULS. Ce résultat est cohérent avec les résultats de Hla Maung Thein *et al.* (2007), qui a montré que l'extraction combinée à la floraison du bambou, qui crée une importante ouverture de la canopée, est susceptible de stimuler le recrutement de gaules pour former des arbres de la taille d'un poteau. Sist et Nguyen-The' (2002) a montré que l'ouverture de la canopée suite à l'extraction stimulait la croissance des arbres durant les quatre années qui suivent l'exploitation.

Facteurs affectant la survie et la croissance ultérieures des plantules

Les feux de forêt et la floraison du bambou constituent les deux plus importants facteurs pour la régénération (Ko Ko Gyi et Kyaw Tint, 1995). Dans les forêts naturelles de teck, les feux de forêt sont des événements normaux au cours desquels, en général, seule la couche de surface de la litière du sol forestier brûle.

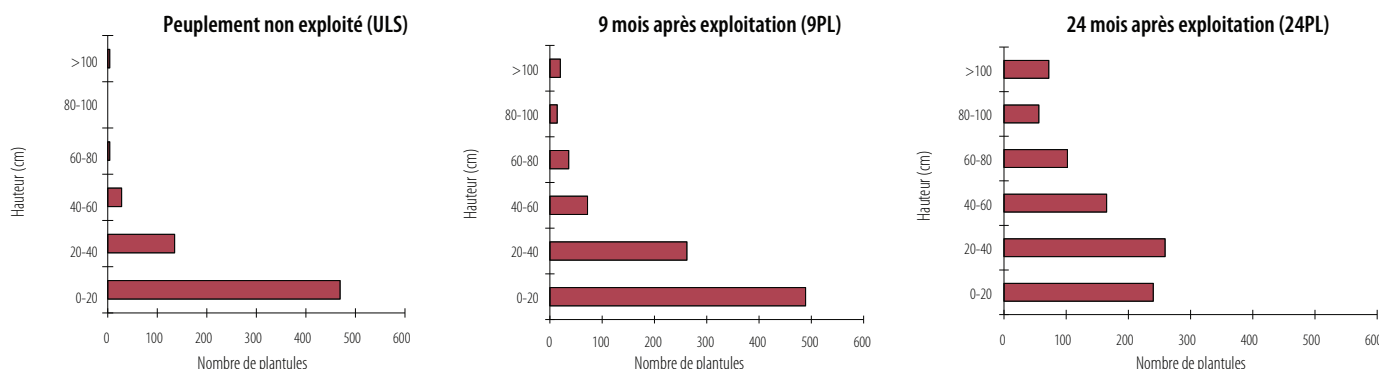
Si ces feux n'endommagent pas gravement les grands arbres résistants, ils peuvent toutefois tuer les jeunes plantules et gaules. Ils peuvent par conséquent contribuer à réduire le nombre de tecks et de pyinkados ayant atteint le stade perchis (Saw Kelvin Keh, 2004). Cela dit, on a découvert que de nombreuses plantules de teck avaient survécu à un feu; le teck est assez résistant aux effets du feu et est capable de se rétablir rapidement par la suite (Troup, 1921). Aux premiers stades d'une plantule, les feux de surface peuvent détruire les pousses au-dessus du sol mais, s'il pleut rapidement après le feu, la souche de la racine va produire une nouvelle pousse. Si ce processus se répète sur plusieurs années jusqu'à ce que les conditions soient favorables, la racine va se développer suffisamment pour produire une pousse vigoureuse capable de survivre aux dommages causés par les feux de surface. En revanche, les feux tuent la plupart des plantules de pyinkado, une essence sensible au feu.

Autre facteur important pour favoriser la régénération naturelle des forêts de teck, le moment de la floraison du bambou. Espèce généralement prédominante dans le sous-bois des forêts de teck, le bambou prévalait effectivement dans la couche médiane du site de l'étude (selon nos observations de terrain). La floraison du bambou intervient suivant un cycle de 30 à 60 années, en fonction de l'espèce, après quoi le bambou meurt. La mort d'un bambou laisse une vaste ouverture qui peut augmenter le volume de lumière atteignant le sol de la forêt, ce qui facilite la régénération de la forêt, et notamment du teck (Marod *et al.*, 1999).

Conclusion

Dans cette étude, nous avons analysé la structure du peuplement et la densité des plantules d'arbre dans des peuplements exploités et non exploités. Selon notre analyse de la structure du peuplement, les opérations d'extraction semblent se conformer à la norme du MSS. La comparaison de l'ouverture de la canopée dans les placettes 9PL et 24PL a montré que le couvert de la canopée se rétablit rapidement après une extraction. Cette étude apporte la preuve que le teck a présenté des taux plus élevés de régénération dans la placette 9PL, où l'intensité de la lumière était relativement élevée et où la végétation concurrente était de moindre densité. Le nombre de plantules de teck était nettement plus faible dans les placettes ULS et 24PL que dans la parcelle 9PL.

Figure 5: Structure des plantules d'arbre dans les trois placettes



L'Organisation internationale des bois tropicaux a attribué vingt-trois bourses dans le cadre du cycle de l'automne 2013. Quatorze pays sont représentés dans ce tout dernier groupe de bénéficiaires, qui comprend sept boursières. Le montant total des bourses accordées se chiffre à 151 445 \$EU.

M^{me} Abdullah, Azlinawati Abdullah (Malaisie) Travaux de recherche doctorale sur: «L'éducation des écoliers du primaire à l'environnement en Malaisie et au Japon: connaissances et sensibilisation à la forêt et à l'eau», à l'Universiti Kebangsaan Malaysia à Selangor (Malaisie); **M. Akpona, Hugues Adélou (Bénin)** Préparation d'un document technique sur: «Analyse intégrée de l'exploitation du bois et des services connexes au Bénin: situation, projections, perspectives et implications pour la gestion durable des forêts»; **M. Ansah, Kingsley Bekoe (Ghana)** Manuel sur l'«Évaluation des incidences de l'Accord de partenariat volontaire entre le Ghana et l'UE sur les moyens d'existence en tant qu'outil permettant d'assurer les garanties sociales des groupes vulnérables dans le secteur ghanéen du bois»; **M. Afelu, Bareremna (Togo)** Travaux de recherche doctorale sur: «Écosystèmes forestiers au Togo: vulnérabilité et adaptation aux feux», à l'Université de Lomé à Lomé (Togo); **M. Boakye, Mickey (Ghana)** Travaux de recherche de maîtrise sur: «Les débris ligneux bruts dans la chronoséquence consécutive à une exploitation forestière dans la Réserve forestière de Bobiri» à l'Institut ghanéen de recherche forestière (FORIG)/Université d'Eastern Finland à Kumasi (Ghana); **M. Dancé, Raúl Javier (Pérou)** Programme de maîtrise en sciences et ingénierie du bois, à l'Université de l'État d'Oregon à Corvallis (États-Unis); **M. Etongo Bau, Daniel (Cameroun)** Travaux de recherche doctorale sur: «Dynamique des affectations des sols, droits aux ressources environnementales et options en matière de gestion durable des forêts dans le sud du Burkina Faso», à l'Université d'Helsinki à Helsinki (Finlande); **M. Garcia del Aguila, Erick Robinson (Pérou)** XXVI^e Session internationale de formation intensive sur: «La gestion diversifiée des forêts tropicales naturelles», au CATIE à Turrialba (Costa Rica); **M. George, Rajee (Inde)** Session de formation courte: «Évaluation stratégique des incidences sur l'environnement (SEA) et évaluation d'impact environnemental (EIA) fondées sur l'analyse des systèmes et des outils spatiaux d'aide à la décision», à l'Université des TIC de Twente à Enschede (Pays-Bas); **M. Ghosh, Abhishek (Inde)** Programme de maîtrise en foresterie, à l'Institut universitaire de recherche à Dehradun (Inde); **M^{me} Gusman, Elizabeth del Carmen (Équateur)** Thèse de doctorat sur: «Diversité fonctionnelle et diversité phylogénique dans les forêts arides du sud de l'Équateur», à l'Université polytechnique de Madrid à Madrid (Espagne); **M. Kouame, N'goran Reymond (Côte d'Ivoire)** Programme de maîtrise en télédétection et SIG, au Centre universitaire de recherche d'application en télédétection (CURAT) à Abidjan (Côte d'Ivoire); **M. Koudegnan, Comlan Mawussi (Togo)** Travaux de recherche doctorale sur: «L'apiculture dans la lutte contre le changement climatique dans la Zone écologique IV du Togo», à l'Université de Lomé à Lomé (Togo); **M^{me} Lazos Ruiz, Adi Estela (Mexique)** Formation technique en gestion des pépinières, gestion intensive des arbres et diffusion scientifique, au Jardin botanique de Rio de Janeiro à Rio de Janeiro (Brésil); **M. Pariccha, Sanjaya Kumar (Inde)** Session internationale de formation sur: «Fonctions des paysages et populations: approches stratégiques dans l'optique de paysages pérennes et productifs adaptés au changement climatique», à Bangkok (Thaïlande), organisée par le Centre universitaire et de recherche de Wageningen pour l'innovation en matière de développement (Pays-Bas); **M^{me} Plata Fajardo, Ana Milena (Colombie)** Programme sur les certificats de comptabilisation du carbone terrestre, à l'Université de Californie à San Diego (États-Unis); **M^{me} Ramírez Pérez, Mariana (Mexique)** Participation à la 14^e Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois (WCET) et à la visite d'étude au centre de recherche FPI Innovations et à l'Université de Laval à Québec (Canada); **M. Tahnur, Muhammad (Indonésie)** Travaux de recherche de maîtrise sur: «Stratégie de commercialisation des moulures fabriquées au moyen de matières premières issues des forêts populaires», à l'Université Hasanuddin de Makassar à Makassar (Indonésie); **M^{me} Tchana Nyabeu, Nadege Mariette (Cameroun)** Travaux de recherche de maîtrise sur: «Domestication, gestion intégrée et programme d'étude sur la production et la commercialisation de produits forestiers non ligneux à usages multiples qui ont été négligés: cas de *Tetracarpidium conophorum* (Müll. Arg) Hutch & Dalz (Euphorbiacées) dans les systèmes villageois de production au Cameroun», à l'Institut supérieur des sciences environnementales à Yaoundé (Cameroun); **M. Teshwar, Ankush (Inde)** Programme de maîtrise en foresterie, à l'Institut universitaire forestier à Dehradun (Inde); **M. Tieyiri, Joseph Vii-kpenibe (Ghana)** Programme de maîtrise en bio-économie et ressources naturelles & Programme exécutif de maîtrise en administration commerciale, à l'Institut ghanéen de recherche forestière (FORIG)/Université d'Eastern Finland à Kumasi (Ghana); **M^{me} Xicay Franco, Onelia Rosa María (Guatemala)** Programme de maîtrise en gestion intégrée des bassins versants, au CATIE à Turrialba (Costa Rica); **M. Zung, Ting (Myanmar)** Travaux de recherche doctorale sur: «Étude des incidences de l'agriculture itinérante sur l'environnement et les populations locales dans l'État de Kachin au Myanmar», à l'Université de Nagoya à Nagoya (Japon)

Programme de bourses de l'OIBT

L'OIBT offre des bourses, financées par le Fonds Freezailah pour les bourses, afin de promouvoir le développement des ressources humaines et de renforcer les compétences professionnelles en matière de foresterie tropicale et disciplines connexes dans les pays membres. L'objectif est de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales, l'efficacité de l'utilisation et de la transformation des bois tropicaux et de meilleures informations économiques sur le commerce international des bois tropicaux.

La prochaine date limite de candidature à une bourse est fixée en août 2014 (les dates exactes sont indiquées sur www.ito.int). Les activités proposées ne doivent pas commencer avant le début de l'année 2015.

Pour postuler ou obtenir de plus amples renseignements, consulter: www.ito.int ou s'adresser à M^{me} Chisato Saki, Responsable des bourses de l'OIBT; fellowship@ito.or.jp; Télécopie: + 81 45 223 1111; (l'adresse postale de l'OIBT est indiquée en page 2).

Rapport de bourse suite de la page 24

Par conséquent, des activités conçues pour accroître la lumière et lutter contre la végétation concurrente pourraient d'avérer nécessaires dans les placettes ULS et 24PL afin de favoriser une régénération satisfaisante du teck.

Remerciements

L'auteur remercie le Programme de bourses de l'OIBT pour son appui financier ainsi que les habitants du village de Kayinmathe pour leur aimable concours et leur collaboration durant les travaux sur le terrain.

Bibliographie

- Aung Thant Zin 2000. Potentialities and constraints of teak bearing forest for sustainable forest management under current management system in Oattwin Township forest, Bago Yoma Region, Myanmar. Mémoire de maîtrise, Dresden Technical University, Tharandt, Allemagne.
- Hla Maung Thein, Kanzaki, M., Fukushima, M. & Yazar Minn 2007. Structure and composition of a teak-bearing forest under the Myanmar Selection System: Impacts of logging and bamboo flowering. *Southeast Asian Studies* 45: 303–316.
- Kermode, C.W.D. 1964. *Some aspects of silviculture in Burma forests*. Central Press, Rangoon, Birmanie.
- Ko Ko Gyi & Kyaw Tint 1995. Status of management of natural teak forests. Article présenté lors du second Séminaire régional sur le teck 23 mai–3 juin 1995, Yangon, Myanmar.

Marod, D., Kutintara, U., Yawudhi, C., Tanaka, H. & Nakashisuka, T. 1999. Structural dynamics of a natural mixed deciduous forest in western Thailand. *Journal of Vegetation Science* 10: 777–786.

Thant Shin 2006. Yield tables for plantations of *Xylia xylocarpa* (pyinkado) in Myanmar. Gouvernement de l'Union du Myanmar, Ministère de la foresterie, Département des forêts.

Saw Kelvin Keh 2004. Factors affecting the changing forest situation of the teak bearing forest and teak plantations in Myanmar. Un article présenté lors du Forum national sur le développement durable du teck et du bambou au Myanmar, le 30 mars 2004. Département des forêts, Yangon, Myanmar

Sist, P. & Nguyen-The, N. 2002. Logging damage and the subsequent dynamics of a dipterocarp forest in East Kalimantan (1990–1996). *Forest Ecology and Management* 165: 85–103.

Thant Shin 2006. Yield tables for plantations of *Xylia xylocarpa* (pyinkado) in Myanmar. Gouvernement de l'Union du Myanmar, Ministère de la foresterie, Département des forêts.

Troup, R.S. 1921. *The silviculture of Indian trees. Volume II. Leguminosae to Verbenaceae*, pp 337–783. Clarendon Press, Oxford, RU.

Tendances du marché

Dans l'UE, le SGP aura des effets contrastés sur les marchés des contreplaqués de feuillus tropicaux, mais d'autres forces sont aussi à l'œuvre

par Mike Adams

Coordonnateur du MIS
(mjadams@hotmail.com)

Les modifications apportées au Système généralisé de préférences (SGP) de l'Union européenne vont avoir des conséquences pour le marché du placage et du contreplaqué. Depuis le 1^{er} janvier 2014, 87 des pays inclus dans le dispositif précédent ne bénéficient plus du statut que leur conférait le SGP. En effet, le SGP réduit les taxes dues sur les importations en provenance de pays en développement, un moyen de leur ménager un accès avantageux aux marchés de l'UE.

Le 31 octobre 2012, l'UE a adopté une réforme de la loi sur le SGP, qui n'est toutefois entrée en vigueur que le 1^{er} janvier 2014 afin de donner au commerce le temps de s'adapter au nouveau dispositif. Le SGP réformé a pour vocation de cibler l'appui aux pays qui en ont le plus besoin.

Lors des discussions sur les modifications du SGP, l'UE a identifié une série de produits importés qui étaient devenus si compétitifs que l'appui à leur exportation fructueuse dans l'UE était devenu inutile. Ces produits vont être désormais exclus de l'appui du SGP du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016, date à laquelle la liste sera réexaminée. La Malaisie, le Gabon et la Fédération russe ont perdu leur statut SGP au 1^{er} janvier 2014; les droits d'importation imposés sur les produits contreplaqué et placage issus de ces pays ont augmenté tous deux, de 3,5 à 7%.

Ont également perdu leur statut SGP le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Ghana, des pays qui ont toutefois d'autres dispositions commerciales en place avec l'UE. Le Brésil a aussi perdu son statut SGP, mais cela ne changera rien pour les produits bois de ce pays (à savoir ceux qui sont répertoriés au chapitre 44 du Système harmonisé de description et de codage des produits de base), car ils en étaient déjà exclus, leur volume d'échanges avec l'UE étant devenu viable.

Parmi les pays qui conserveront leur statut SGP dans le cadre du dispositif réformé figurent la République démocratique du Congo, le Libéria et le Myanmar. Le statut SGP est également maintenu pour la Chine mais, à l'instar du Brésil, les produits bois inscrits au chapitre 44 en étant exclus, il n'y a, dans les faits, aucun changement.

Un SGP+ dans l'UE pour améliorer l'environnement du commerce

La logique à l'origine des modifications du SGP de l'UE se trouve dans le fait que l'on se soit rendu compte que, compte tenu de la montée en puissance des économies émergentes, le regroupement traditionnel des «pays en développement» était obsolète et que des politiques du commerce et du développement sur mesure allant au-delà des réductions des tarifs douaniers s'imposaient pour s'attaquer au problème majeur consistant à améliorer l'«environnement commercial».

En accordant aux pays les plus pauvres du monde un accès préférentiel à ce marché de l'UE qui compte 500 millions de consommateurs, nombreux sont ceux qui considèrent le dispositif du SGP de l'UE comme un puissant outil de développement économique. Ce nouveau dispositif touchera moins de bénéficiaires (90 pays) afin d'optimiser son impact dans les pays qui en ont le plus besoin. En contrepartie, ce «GSP+» apportera un appui accru aux pays qui souhaitent véritablement appliquer les conventions internationales sur les droits humains, les droits du travail, l'environnement et la bonne gouvernance.

Pour faciliter la transition chez les entreprises d'export, La Commission européenne a préparé un guide pratique du SGP expliquant le régime commercial qui s'applique désormais à

certaines produits exportés vers l'UE à partir d'un pays donné. Ce guide (disponible sur www.trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/december/tradoc_152012.pdf) donne également des informations sur le régime commercial s'appliquant aux produits mis sur le marché de l'UE à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les principales modifications du SGP de l'UE en bref

- Sur les 177 pays bénéficiaires actuels, 90 continueront de bénéficier du SGP de l'UE.
- 67 pays bénéficieront d'autres dispositions qui prévoient un accès privilégié à l'UE, mais ne feront plus partie du SGP.
- 20 pays cesseront de bénéficier de l'accès préférentiel à l'UE. S'agissant de pays où les revenus se situent désormais dans les tranches élevées à moyennement élevées, leurs exportations seront imposées suivant les mêmes tarifs douaniers que ceux applicables à tous les autres pays développés.

Pour en savoir plus, prière de consulter www.trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=773.

Les importations de contreplaqués tropicaux en baisse dans l'UE

Durant les neuf premiers mois de 2013, l'UE a importé 214 000 m³ de contreplaqués de feuillus tropicaux, soit 4,2% de moins qu'en 2012 sur la même période. Les importations de contreplaqués tropicaux provenant de Chine ont, elles, augmenté de 10%, à 79 000 m³, tandis que celles d'Indonésie sont restées stables, à 54 000 m³. En revanche, une réduction des volumes originaires de Malaisie (de 8,4%, à 29 700 m³) et du Gabon (de 9,2%, à 28 900 m³) a été constatée. Si les importations de contreplaqués de feuillus tropicaux ont augmenté en Belgique, au RU et en France, elles ont toutefois reculé en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas.

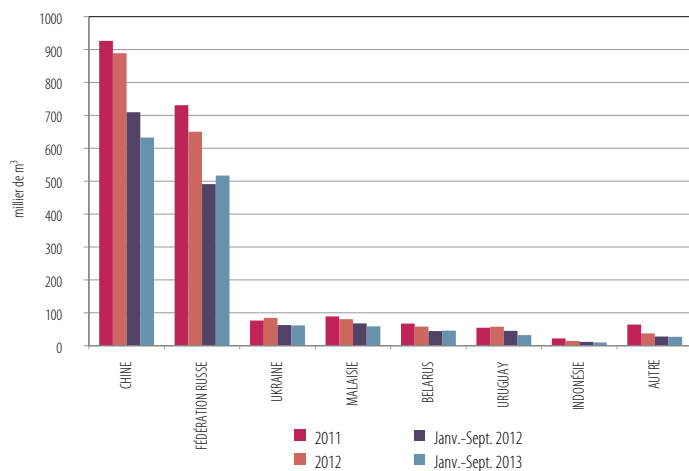
Entre janvier et septembre 2013, l'UE a importé 1,39 million de m³ de contreplaqués comportant une face en feuillus non tropicaux, soit 5,1% de moins qu'en 2012 sur la même période. La figure 1 montre que les importations de la Chine vers l'UE ont considérablement régressé, tandis que celles originaires de la Fédération russe ont légèrement progressé.

Une demande contrastée pour les contreplaqués chinois

Durant la période de neuf mois entre janvier et septembre 2013, le volume de contreplaqués importés de Chine dans l'UE était de 632 600 m³, soit 10,8% de moins qu'en 2012 sur la même période. Durant le second semestre de 2013, la demande européenne en contreplaqués de feuillus fabriqués en Chine s'est montrée contrastée.

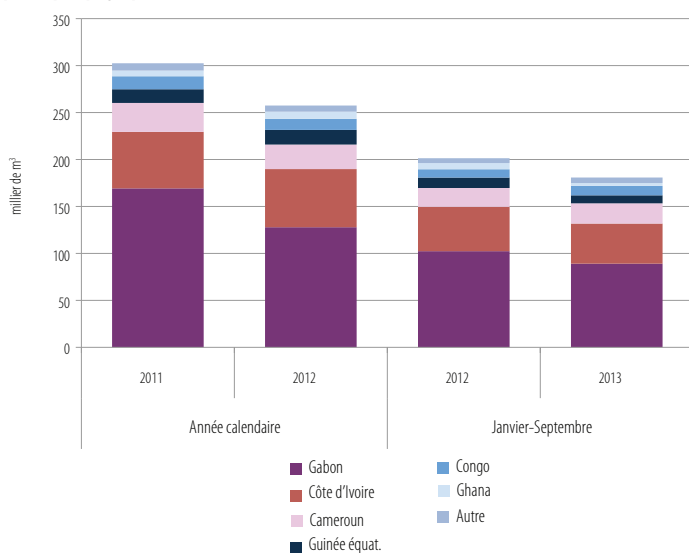
Divers problèmes ont contribué à l'incertitude du marché du contreplaqué durant cette période. Les taux de fret se sont montrés volatiles. En août, la Chine a imposé une TVA de 6% sur les coûts encourus entre la scierie et le navire et sur les taux de fret prépayés. Le temps pluvieux qu'ont connu certaines parties de la Chine en automne a entraîné des délais dans les extractions d'eucalyptus et de peuplier. Cette situation s'est traduite par une augmentation du coût du transport pour les scieries contraintes d'obtenir leurs grumes à partir de sites plus éloignés. Par ailleurs, le marché a continué de pâtir des inquiétudes liées à la vérification de la légalité suite à l'entrée en vigueur du Règlement sur le bois de l'Union européenne. Les importateurs européens ont concentré leurs achats sur les grandes scieries chinoises, davantage en mesure de fournir une documentation attestant de la légalité.

Figure 1: Importations de contreplaqués de feuillus non tropicaux dans l'UE-27, par principal pays producteur



Source: Analyse des données Eurostat par FII Ltd.

Figure 2: Importations de placages de feuillus tropicaux dans l'UE-27, par principal pays producteur



Source: Analyse des données Eurostat par FII Ltd.

Le redressement de la demande en contreplaqués malaisiens dans l'UE

Alors que les importations de contreplaqués malaisiens dans l'UE ont reculé entre janvier et septembre 2013, des rapports indiquent que la demande s'est légèrement redressée au dernier trimestre de l'année. Cela est particulièrement vrai pour la Belgique, l'Allemagne et le RU, tandis que la demande est restée faible en France et aux Pays-Bas.

Cette progression, sur une courte période, de la demande dans certains pays d'Europe a contribué à allonger les délais de livraison des contreplaqués malaisiens. Comme ce fut le cas pour les contreplaqués chinois, la volatilité des taux de fret en conteneurs a entraîné des écarts significatifs des prix CIF pour les contreplaqués malaisiens expédiés en Europe, même si les prix FOB sont, eux, restés stables.

Les prix des contreplaqués malaisiens sont en général jusqu'à un tiers plus élevés que ceux de leurs équivalents chinois. Néanmoins, les contreplaqués malaisiens suscitent un intérêt grandissant chez les importateurs, qui veulent des produits garantis afin de satisfaire aux normes européennes de performance technique.

L'entrée en vigueur, au 1^{er} juillet 2013 du Règlement sur les produits de construction de l'UE, signifie qu'il est désormais obligatoire au sein de l'UE de prouver la conformité du marquage CE à la norme EN13986 pour tous les contreplaqués utilisés dans les applications structurales. Les importateurs ont également voulu agir avant la hausse des taxes d'importation sur les contreplaqués malaisiens suite à la modification du statut SGP au 1^{er} janvier 2014.

Le marché des contreplaqués d'Okoumé reste morose dans l'UE

L'éventuel redressement des commandes de contreplaqués d'Okoumé fabriqués au Gabon qui était anticipé au second semestre de 2013 avant l'augmentation des taxes d'importation au 1^{er} janvier 2014 ne s'est pas concrétisé. En Europe, la demande en contreplaqués d'Okoumé est restée très faible, les secteurs français et néerlandais de la construction n'achetant que peu. Dans le secteur italien de la construction navale, le redressement de la demande en Okoumé s'est montré atone, voire inexistant, en 2013.

Dans le secteur européen de la fabrication de contreplaqués d'Okoumé, les marges sont extrêmement faibles. Face à la morosité de la demande, les fabricants français n'ont pas pu augmenter leurs prix de vente. Malgré cette faible demande, les délais de livraison des contreplaqués d'Okoumé sur le marché de l'UE ont rallongé en raison des problèmes d'offre en grumes et de transport au Gabon durant les mois d'été, et d'une réduction sensible de la production, tant en Europe qu'au Gabon. Ce fut particulièrement le cas pour les produits certifiés par le *Forest Stewardship Council* (FSC), qui ont enregistré une demande légèrement plus ferme depuis l'entrée en vigueur du Règlement sur le bois de l'Union européenne en mars 2013.

Des importations de placages de feuillus tropicaux en baisse

Entre janvier et septembre 2013, l'UE a importé 180 800 m³ de placages de feuillus, soit 10,2% de moins comparé à 2012 sur la même période. Les importations provenant du Gabon ont chuté de 13%, à 89 100 m³, et les importations de Côte d'Ivoire étaient en baisse de 9,5%, à 42 700 m³. Ces pertes ont été seulement en partie compensées par une hausse des importations originaires du Cameroun, qui ont augmenté de 7,3%, à 21 500 m³, durant cette période (figure 2).

En France, les importations de placages de feuillus tropicaux ont reculé de 14,9%, à 75 100 m³ entre janvier et septembre 2013, contre 12,1% en Espagne, avec 24 100 m³. Toutefois, après une année 2012 très morose, les importations italiennes ont enregistré une hausse de 17,7%, à 41 100 m³.

Le recul des importations de placages de feuillus tropicaux dans l'UE entre janvier et septembre 2013 est en partie imputable à la demande morose dans les secteurs d'utilisation finale pour les produits tranchés à usage décoratif. Les ventes aux fabricants européens de portes et meubles ont été faibles toute l'année. On a également constaté une demande peu dynamique au niveau des projets de grande envergure, telle que la rénovation d'intérieur d'hôtels, de commerces ou de banques.

Si les ventes de placages tranchés aux fabricants de panneaux et autres secteurs hautement spécialisés comme l'automobile ou la fabrication de yachts sont relativement stables, elles se sont avérées insuffisantes pour compenser les reculs dans les grands secteurs industriels. En fait, l'augmentation des ventes chez les fabricants de panneaux de placage pourrait en partie être intervenue au détriment des ventes directes de placages aux menuisiers. Les prix des placages tranchés font l'objet d'une pression intense sur le marché européen.

La conjoncture du marché est un peu meilleure pour les placages tropicaux de feuillus de déroulage utilisés dans la fabrication de contreplaqués et de parquets en Europe. Dans le secteur européen du parquet d'ingénierie, le marché demeure morose, alors que la tendance à s'orienter vers des matériaux de substitution autres que les bois tropicaux persiste.

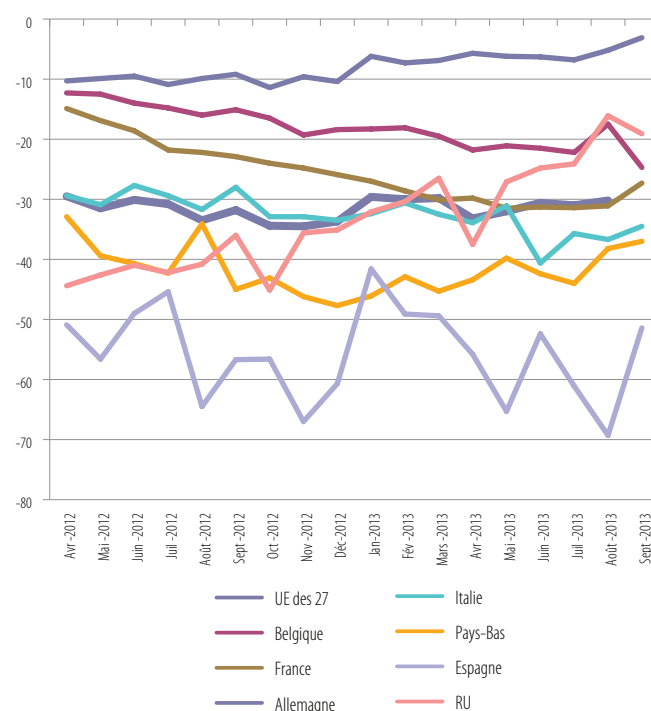
Entre janvier et septembre 2013, l'UE a importé 127 900 m³ de placages de feuillus tempérés, soit 5,9% de moins qu'en 2012 sur la même période. Suite aux récents investissements dont elle a bénéficié, l'Ukraine est en passe de devenir un fournisseur externe de placages de feuillus plus important pour l'UE. Selon les données du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, la production de placages en Ukraine est en augmentation ces dernières années et le pays exporte une vaste gamme de placages tranchés, de déroulage et reconstitués (placages fins) en direction de l'UE. Entre janvier et septembre 2013, les importations depuis l'Ukraine étaient de 31 100 m³, soit 4,7% de plus qu'en 2012 durant la même période.

Dans l'interim, les importations de placages de feuillus tempérés depuis les États-Unis vers l'UE ont chuté de 4,3%, à 29 200 m³, et celles de la Fédération russe de 9,2%, à 20 400 m³. Les importations de placages de feuillus tempérés ont augmenté en Autriche, en Allemagne et en Pologne, mais ont reculé en Italie et en Espagne.

Un récent rapport pointe un recul à long terme dans la construction européenne

La demande en contreplaqués et placages est étroitement liée à l'activité dans les secteurs du bâtiment et de la construction de logements. Or, selon un récent rapport, les perspectives s'annoncent moroses pour la croissance à long terme de ces secteurs en Europe de l'Ouest. *Global construction 2025*, préparé par les cabinets de recherche *Global Construction Perspectives* et *Oxford Economics*, prévoit en effet que, dans la région, le marché de la construction sera de 5% inférieur en 2025 comparé à 2007, en raison des effets conjugués du recul des salaires réels et d'un chômage en hausse, qui ont des incidences défavorables sur la construction de logements; en outre, les niveaux élevés de dette publique vont restreindre les fonds disponibles pour l'investissement public d'aménagement. Ce rapport prévoit que la croissance de la production dans le bâtiment atteindra difficilement 2%, toutes années confondues, d'ici à 2025. La figure 3 montre que, dans le secteur de la construction, quasiment tous les pays de l'UE affichent un niveau de confiance faible.

Figure 3: Indice Eurostat de confiance de la construction



Source: Eurostat

Les nouvelles sont néanmoins plus réjouissantes pour le RU, en raison du besoin pressant d'y construire des logements neufs et d'y renouveler les infrastructures, et du désir manifeste de la part de la Chine et du Moyen-Orient d'investir leurs fonds souverains dans les aménagements et l'immobilier britanniques. Selon le rapport *Global Construction 2025*, au RU, la production du bâtiment progressera en moyenne de 2,1% par an jusqu'en 2025. Il conclut que, d'ici à 2025, la taille du marché du RU rivalisera avec celle de l'Allemagne, avec des productions de 315 milliards et de 342 milliards \$EU chacun.

Les perspectives sont également bonnes en Europe de l'Est, où la population devrait diminuer de 0,2% en moyenne d'ici à 2025. *Global construction 2025* prévoit que la forte croissance économique entraînera une demande accrue dans le bâtiment dans la sous-région, et que la production de la construction augmentera de 4,6% par an (en moyenne) d'ici à 2025, soit légèrement plus que la moyenne mondiale. Il y aura toutefois des écarts marqués entre les pays est-européens. On anticipe que les meilleurs élèves, la Fédération russe et la Turquie, atteindront une croissance annuelle moyenne supérieure à 5%. Neuvième marché de la construction au monde en 2012, la Fédération russe devrait passer à la sixième place d'ici à 2025. En Turquie, on prévoit une croissance supérieure à celle de la Fédération russe, suite à la rapide urbanisation et au besoin de remplacer et de rénover le parc de logements dans le pays.

Projets récemment financés

Le financement des projets et avant-projets répertoriés ci-après a été annoncé lors de la 49^e session du Conseil international des bois tropicaux en novembre 2013. On en trouvera tous les détails, y compris les descriptifs des projets, sur www.ito.int. Outre ces projets, un financement de plus de 7 millions \$EU a été annoncé en faveur de diverses activités prévues dans le cadre du Programme de travail biennal de l'OIBT pour 2013-2014, et plus particulièrement une subvention de l'Union européenne de près de 5,5 millions \$EU, qui est destinée à mettre en œuvre un système indépendant de surveillance du marché en lien avec les bois légaux entrant sur le marché de l'UE dans le cadre de son dispositif de permis FLEGT. Ces activités seront évoquées plus en détail dans le prochain numéro de l'AFT.

Promotion de l'aménagement durable des forêts africaines, Phase III, Étape 2

Numéro de projet: PD 124/01 Rev.4 (M) (III 2)

Budget: Japon: 600 000 \$EU

Total OIBT: 600 000 \$EU

Agence d'exécution: OIBT

Ce projet a été formulé en vertu de la Décision 4(XXIX) du CIBT prévoyant de mettre sur pied un cadre de coopération entre l'OIBT et l'OAB en vue de promouvoir et d'appliquer les Principes, critères et indicateurs OAB-OIBT de la gestion durable des forêts africaines, dans le but de favoriser une évaluation et des dispositifs de certification crédibles. Suite à la disparition de l'OAB en tant qu'entité opérationnelle, ce projet est mis en œuvre depuis 2012 par l'OIBT, un arrangement qui se poursuivra jusqu'à l'avant-dernière étape du projet (voir l'article s'y rapportant, page 11).

Gestion et conservation des semences forestières: Projet de réhabilitation et de restauration des forêts dégradées de Côte d'Ivoire avec la participation des communautés riveraines (réfugiés, personnes déplacées dans le pays et populations riveraines)

Numéro de projet: PD 419/06 Rev.3 (F) – EXT. TICAD 5

Budget: Japon: 1 800 000 \$EU

Total OIBT: 1 800 000 \$EU

Agence d'exécution: Société de développement des forêts (SODEFOR)

Ce projet prévoit la remise en état de 2 000 ha de surfaces forestières qui ont été dégradées durant la guerre civile en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Ces activités de restauration seront menées par la création de plantations sylvo-coles de type taungya avec la participation des populations locales (personnes déplacées et réfugiés), la production et la distribution de semences et semis de haute qualité aux collectivités locales, la sous-traitance des travaux de remise en état forestière à des collectivités locales et la distribution de matériel de transformation pour la commercialisation des produits forestiers afin d'améliorer les conditions de vie de ces communautés.

Renforcement de la conservation des écosystèmes de la mangrove dans la réserve de la biosphère du nord-ouest du Pérou

Numéro de projet: PD 601/11 Rev.3 (F)

Budget: Japon: 490 067 \$EU; États-Unis: 6 223 \$EU

Total OIBT: 496 290 \$EU

Agence d'exécution: *Mecanismos de Desarrollo Alterno* (Mécanismes de développement alternatif)

Ce projet mettra en œuvre les principales activités suivantes: la formation de fonctionnaires régionaux et locaux aux normes et réglementations environnementales; la reconnaissance juridique des nouvelles aires protégées dans les écosystèmes de la mangrove; le renforcement de la gestion de l'aire protégée naturelle de Tumbes Mangroves; la mise en œuvre de mécanismes de gestion participative; la formation des collectivités locales à la gestion des ressources et aux campagnes de sensibilisation environnementale; des études sur la création de mécanismes de création de revenus afin d'assurer la pérennité des forêts de palétuviers; et la promotion de plans commerciaux relatifs à l'emploi des ressources suivant des modalités qui aident à atténuer les menaces sur les écosystèmes de la mangrove, ainsi qu'un appui à ces plans.

Gouvernance des forêts tropicales dans la région de Darien (Panama)

Numéro de projet: PD 602/11 Rev.3 (F)

Budget: Japon: 300 402 \$EU; États-Unis: 50 000 \$EU

Total OIBT: 350 402 \$EU

Agence d'exécution: WWF – Bureau du Panama

Ce projet a pour principal objet d'appuyer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre l'exploitation forestière illicite. Répandue dans le pays, l'exploitation forestière illégale a des effets défavorables qui entravent la gestion durable des forêts en raison de la concurrence déloyale des prix, du non-paiement des droits de coupe, et de la disparition du couvert forestier et de la biodiversité, y compris dans le Parc national de Darien et autres aires protégées.

Élaboration de normes de qualité de gouvernance pour la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Numéro de projet: PD 682/13 Rev.1 (F)

Budget: Japon: 149 744 \$EU

Total OIBT: 149 744 \$EU

Agences d'exécution: *Australian Centre for Sustainable Catchments* de l'Université du Queensland du Sud, en étroite collaboration avec l'Autorité forestière de PNG

L'objectif de développement de ce projet est de renforcer la gouvernance en matière d'élaboration de la stratégie de la REDD+ et de sa mise en œuvre en Papouasie-Nouvelle-Guinée afin d'atténuer le changement climatique et d'atteindre les objectifs nationaux de développement dans le cadre de la gestion durable et de la valorisation des ressources forestières.

Renforcer les résultats du secteur des transformations du bois au Guyana grâce au renforcement des capacités au plan local et à la valorisation des dispositifs nationaux en faveur du commerce des produits forestiers et de l'exploitation durable des ressources forestières

Numéro de projet: PD 687/13 Rev.1 (I)

Budget: Japon: 200 068 \$EU; États-Unis: 50 000 \$EU

Total OIBT: 250 068 \$EU

Agence d'exécution: Commission forestière du Guyana

Ce projet aidera à renforcer les capacités des parties prenantes (encadrement, exploitants et régulateurs) du secteur forestier afin d'en améliorer la pérennité, l'efficacité et la compétitivité, et de valoriser le système national d'inspection et de certification, ce qui facilitera la commercialisation locale et les exportations de bois.

Mise en place et opérationnalisation d'un système national d'information pour la gestion durable des ressources forestières (Côte d'Ivoire)

Numéro de projet: PD 692/13 Rev.1 (M)

Budget: Japon: 205 708 \$EU; États-Unis: 84 833 \$EU

Total OIBT: 290 541 \$EU

Agence d'exécution: Département des technologies de l'information, de la statistique et des archives du Ministère de l'environnement et des eaux & forêts

La mise en œuvre de ce projet permettra d'informatiser intégralement le système de recueil et de traitement des données utilisées pour les statistiques forestières, contribuant ainsi à améliorer le processus décisionnaire au sein du secteur forestier.

Restauration à base communautaire et gestion durable de la forêt vulnérable du delta de la Rewa à Viti Levu (Fidji)

Numéro de projet: PD 696/13 Rev.2 (F)

Budget: Japon: 310 576 \$EU

Total OIBT: 310 576 \$EU

Agence d'exécution: Département des forêts du Ministère fidjien des pêches et des forêts

Ce projet a pour objet de réduire la pression sur les forêts vulnérables par la création de sites pilotes destinés à la remise en état et la gestion durable des surfaces humides côtières et des mangroves. Les collectivités ciblées sont situées dans les provinces de Rewa et Tailevu.

Promotion de la conservation d'essences indigènes nobles sélectionnées de Sumatra (Indonésie)

Numéro de projet: PD 710/13 Rev.1 (F)

Budget: Japon: 479 976 \$EU

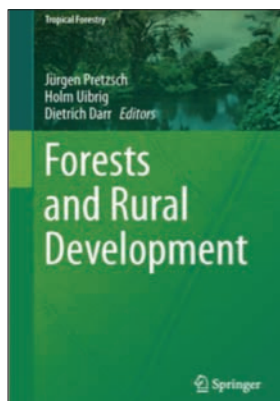
Total OIBT: 479 976 \$EU

Agence d'exécution: Institut de recherche forestière, Agence de développement et recherche forestiers, Ministère indonésien de la foresterie

Ce projet a pour objectif global de contribuer à la gestion durable, à la conservation et à l'utilisation d'essences nobles indigènes à Sumatra. Son objectif spécifique est d'améliorer la conservation en revitalisant le programme de conservation et régénération qui est en place, et en accroissant le contrôle de l'extraction d'essences indigènes tropicales de Sumatra.

Parutions récentes

Compilé
par Ken Sato

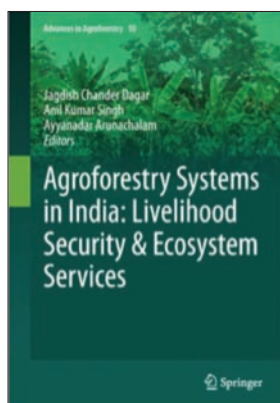


Pretzsch, J., Darr, D., Uibrig, H. and Auch, E. eds., 2014. *Forests and rural development*. Springer Dordrecht, Heidelberg, New York et Londres.

ISBN (version imprimée): 978-3-642-41403-9; ISBN (livre numérique): 978-3-642-41404-6

Disponible sur: www.springer.com/life+sciences/forestry/book/978-3-642-41403-9

Cet ouvrage donne un aperçu des défis et opportunités complexes liés au développement rural à base forestière en région tropicale ou subtropicale. Partant d'une perspective socioécologique, il retrace l'évolution des paradigmes de la foresterie dans le contexte du développement rural, dresse la synthèse des principaux aspects des défis du développement rural en région forestière, et décrit les approches novatrices dans des domaines tels que les affectations des sols, le développement technologique et organisationnel, les services de conseil en région rurale, les mécanismes de financement, la planification participative ou la gouvernance forestière. Favorable à une approche équilibrée entre les forces du marché et les interventions de l'État, ce livre montre que les forêts en milieu rural pourraient former une base solide pour l'économie verte dans le monde.



Dagar, J.C., Singh, A.K. and Arunachalam, A. 2013. *Agroforestry systems in India: livelihood security & ecosystem services*. FAO Forestry Advances in Agroforestry, Vol. 10. Springer Dordrecht, Heidelberg, New York and London.

ISBN (version imprimée): 978-81-322-1661-2; ISBN (livre numérique): 978-81-322-1662-9

Disponible sur: www.springer.com/life+sciences/book/978-81-322-1661-2

Première tentative de dresser un bilan de la recherche indienne en matière de sylviculture, cet ouvrage, qui fait autorité, représente une première étape courageuse vers la préparation de comptes rendus sylvicoles dans diverses écorégions de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Il se montrera utile pour les chercheurs, scientifiques, étudiants et décideurs, non pas uniquement ceux spécialisés en sylviculture, mais aussi tous ceux qui travaillent dans des domaines connexes, tels que l'agriculture, la pêche, la biologie, les sciences de l'environnement (y compris le changement climatique), la gestion des ressources naturelles, l'écologie et la sociologie.



Baycheva, T., Inhaizer, H., Lier, M., Prins, K. and Wolfslehner, B., eds. 2013. *Implementing criteria and indicators for sustainable forest management in Europe*. Institut européen des forêts, Joensuu, Finlande, et Barcelone, Espagne.

ISBN (version imprimée): 978-952-5980-04-2; ISBN (livre numérique): 978-952-5980-05-9

Disponible sur: www.efi.int/files/attachments/publications/efi_c-i_report_implementing_criteria_net_final.pdf

files/ attachments/publications/ efi_c-i_report_implementing_criteria_net_final.pdf

Ce rapport émane d'un projet de l'Institut européen des forêts sur la mise en œuvre des critères et indicateurs (C&I) de la gestion durable des forêts en Europe (voir l'article page 15). Il oriente au sein des diverses phases et emplois des C&I, en commençant par explorer leur socle conceptuel général pour finir par une analyse de l'expérience pan-européenne qui s'étend sur plus de dix ans. Il fournit de solides informations de référence pour les décisions ultérieures, y compris une éventuelle révision des C&I pan-européens et l'amélioration de leur emploi comme outil destiné à faciliter la mise en œuvre de la gestion durable des forêts à tous les échelons, ainsi que la communication en la matière.

Projets récemment financés Suite de la page 29

Renforcement des capacités à l'exploitation à faible impact (EFI) des forêts domaniales xérophiles de l'intérieur des terres en Malaisie péninsulaire

Numéro de projet: PD 722/13 Rev.1 (I)

Budget: Japon: 226 041 \$EU

Total OIBT: 226 041 \$EU

Agence d'exécution: Département forestier de Malaisie péninsulaire

Ce projet a pour objectif de renforcer le développement des ressources humaines en Malaisie péninsulaire par un programme de renforcement des capacités destiné à former un effectif adéquat de personnel qualifié et compétent, tant au niveau du personnel des services forestiers d'État qu'à celui du secteur privé. Le projet sera axé sur la formation du personnel et se concentrera sur des activités telles que la formation sur le terrain des forestiers et des séminaires de développement professionnel.

Étude de faisabilité de la certification des plantations domaniales de l'ONAB (Bénin)

Numéro de projet: PPD 167/13 Rev.1 (M)

Budget: États-Unis: 68 794 \$EU; République de Corée 20 000 \$EU

Total OIBT: 88 794 \$EU

Agence d'exécution: Office national du bois (ONAB)

Cet avant-projet a pour objet de contribuer à la gestion durable des ressources forestières par la certification des produits forestiers issus de forêts naturelles et de plantations au Bénin qui sont régis par des plans d'aménagement durable. Plus spécifiquement, il vise à réunir les informations nécessaires pour formuler une proposition de projet en vue de favoriser la certification des forêts au Bénin.

Développement d'un programme destiné à renforcer la traçabilité des produits forestiers de sources licites au Guatemala

Numéro de projet: TFL-PPD 040/13 Rev.2 (F)

Total budget OIBT: 74 586 \$EU

Agence d'exécution: Instituto Nacional de Bosques (INAB)

L'on estime que plus de 95% des flux de produits forestiers qui sont extraits au Guatemala échappent au contrôle du gouvernement. L'absence d'informations sur le marché intérieur des produits forestiers est courante et entraîne un manque de transparence. Cet avant-projet, qui est financé dans le cadre du Programme thématique TFLET en 2013, vise à:

- améliorer la traçabilité et la légalité des produits forestiers issus des forêts guatémaltèques; et
- analyser la traçabilité et le cadre légal des produits forestiers au Guatemala, et formuler une proposition de projet destinée à mettre en place des mécanismes de suivi et contrôle qui soient efficaces.



Compilé
par Ken Sato

La Colombie va protéger une région isolée limitrophe du Venezuela

Le Gouvernement colombien prévoirait de créer une nouvelle aire protégée dans une région isolée du pays limitrophe du Venezuela. Selon *El Espectador*, le Président colombien, Juan Manuel Santos, prévoit de faire inscrire une zone fluviale de l'*Estrella Fluvial de Inirida* à la Liste des zones humides d'importance internationale de la Convention Ramsar. Ce classement sous Ramsar interdirait dans la pratique l'exploitation minière sur 253 000 hectares de zone humide dans le département du Guainia. Le Guainia compte au moins 15 communautés autochtones ainsi qu'une faune très riche, comportant au moins 470 espèces de poisson, dont certaines sont exportées pour les besoins des aquariums d'eau douce. L'exploitation minière est considérée comme le plus grand défi dans la région, s'agissant de conserver l'habitat et la biodiversité.

Source: news.mongabay.com/2014/0113-colombia-estrella-fluvial-del-inirida.html

Les pays africains s'unissent contre le commerce des bois illégaux dans le bassin du Congo

Les gouvernements des principaux pays africains producteurs de bois, la filière bois et des organisations de la société civile se sont mis d'accord pour lutter conjointement contre le commerce des bois illégaux dans le bassin du Congo, a annoncé la FAO après une réunion internationale de l'industrie du bois à Brazzaville (République du Congo), en octobre dernier.

En adoptant la Déclaration de Brazzaville en octobre, les délégués de six pays africains – la République du Congo, le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Gabon –, de la filière bois et des organisations de la société civile se sont engagés en faveur du développement durable et licite de l'industrie du bois dans la région.

Source: www.fao.org/forestry/eu-flegt/84682/en

Les mangroves perdent du terrain au Myanmar

Dans le delta de l'Ayeyarwady au Myanmar, le couvert de la mangrove a reculé de près des deux tiers entre 1978 et 2011, laissant les zones littorales plus vulnérables aux catastrophes tels que le cyclone Nargis, qui a tué 138 000 personnes en 2008, selon une récente étude de *Global Environment Change*.

Ces recherches, qui reposent sur des données obtenues par télédétection et sur le terrain, ont montré que le dense couvert de la mangrove dans le delta de l'Ayeyarwady avait régressé de 2 623 km² en 1978 à moins de 1 000 km² en 2011, ce qui correspond à un taux annuel de déforestation de 3% sur cette période. La majeure partie de la disparition de la mangrove est imputable à l'expansion de l'agriculture, essentiellement pour la riziculture.

Source: news.mongabay.com/2013/1126-myanmar-mangroves.html

Le Cameroun accorde une concession pour une nouvelle plantation de palmier à huile

Selon le site mongabay.com, le Gouvernement camerounais a accordé une concession provisoire de trois années à un projet de plantation de palmier à huile. Ce projet de *Herakles Farms*, une entreprise basée aux États-Unis, prévoit de convertir

en plantations de palmier à huile 20 000 ha de terres, soit moins d'un tiers des 73 000 ha que cette entreprise espérait initialement obtenir. En effet, des groupes écologiques se sont opposés au projet, arguant qu'il détruirait une forêt riche en faune. Et le projet a été interrompu en mai dernier par le Ministère camerounais des forêts et de la faune, suite à des préoccupations d'ordre environnemental.

Source: news.mongabay.com/2013/1126-herakles-approved-in-cameroon.html

Une exploitation de palmiers à huile se voit infliger une amende de 30 millions \$EU pour avoir détruit une forêt abritant des orangs-outangs

Un tribunal indonésien a infligé une amende à une exploitation de palmiers à huile pour avoir enfreint la législation environnementale, lorsqu'elle a rasé une forêt de tourbière protégée qui est un sanctuaire pour les orangs-outangs menacés dans la province d'Aceh en Indonésie.

En janvier 2014, le Tribunal du district de Meulaboh a jugé que *PT Kallista Alam* avait illégalement rasé et brûlé une surface boisée au sein de la forêt de tourbière de Tripa dans le nord-ouest de Sumatra. L'entreprise a été condamnée à payer 114,3 milliards de roupies (9,4 millions \$EU) d'indemnisation et 251,7 milliards de roupies (20,6 millions \$EU) pour restaurer les surfaces endommagées.

En se permettant de raser une forêt sans les autorisations nécessaires ou l'approbation des collectivités riveraines, *Kallista Alam* a violé un moratoire national sur les nouvelles concessions de plantation et d'exploitation forestière, un décret présidentiel sur la conversion des zones de tourbière et une zone de conservation de haute valeur connue pour constituer un sanctuaire pour sa population d'orangs-outangs. Ses agissements ont provoqué un scandale international, 1,5 million de personnes ayant signé les pétitions en ligne appelant à une protection accrue des forêts de l'Aceh.

Source: news.mongabay.com/2014/0109-aceh-tripa-court-decision.html

Les vieux arbres croissent plus rapidement et stockent davantage de carbone

Une étude publiée dans la revue *Nature* indique que, pour la plupart des essences, les plus gros arbres augmentent leur taux de croissance et séquestrent davantage de carbone au fur et à mesure qu'ils avancent en âge. Un groupe international de recherche a rapporté que, sur les 403 essences tropicales et tempérées étudiées, 97 pour cent avaient crû plus rapidement au fil de l'âge. Ce groupe de recherche a exploité les relevés d'études menées sur les six continents ayant eu recours à des mesures répétées sur 673 046 arbres individuels, des séries de données qui, pour certaines, remontent à plus de 80 ans. Les grands arbres vénérables ne servent pas simplement de réservoirs de carbone sénescents car, a indiqué le groupe de recherche, comparés aux petits arbres, ils fixent aussi activement d'importantes quantités de carbone, ce alors même que l'on croit depuis longtemps que les grands arbres âgés sont improductifs. Toutefois, si cette conclusion est valable pour des arbres individuels, elle pourrait ne pas être vraie pour les peuplements d'arbres, nuance le groupe de recherche.

Sources: www.sciencedaily.com/releases/2014/01/140115132740.htm; www.nature.com/nature/journal/vaop/ncurrent/full/nature12914.html

20 mars 2014

Sommet mondial sur les forêts 2014
Stockholm (Suède)
Rens.: www.economistinsights.com/sustainability-resources/event/world-forests-summit-2014

25-29 mars 2014

10^e Session du Groupe de travail II du GIEC et 38^e session plénière du GIEC
Yokohama (Japon)
Rens.: IPCC-Sec@wmo.int; www.ipcc.ch

2-4 avril 2014

Conférence internationale *Forest Change 2014*
Freising (Allemagne)
Rens.: knocke@forst.wzw.tum.de; www.fchange2014.wzw.tum.de

7-10 avril 2014

Forum international sur les paiements pour services liés aux forêts tropicales
San José (Costa Rica)
Rens.: ma@itto.int; eva.muller@fao.org; www.fao.org/forestry/84884/en/

7-12 avril 2014

12^e session du Groupe de travail III du GIEC et 39^e session plénière du GIEC
Berlin (Allemagne)
Rens.: IPCC-Sec@wmo.int; www.ipcc.ch

4-8 mai 2014

21^e réunion du Comité pour les plantes de la CITES
Veracruz (Mexique)
Rens.: www.cites.org

5-6 mai 2014

Conférence *Forest Asia*
Jakarta (Indonésie)
Rens.: Adinda.Hasan,a.hasan@cgiar.org; www.cifor.org/forestsasia

13-15 mai 2014

Gestion durable des ressources dans l'optique de l'atténuation du changement climatique et de la sécurité sociale
Chandigarh (Inde)
Rens.: www.ists.in/newsdetails.php?nid=21

14-17 mai 2014

Des insectes pour nourrir le monde
Ede (Pays-Bas)
Rens.: www.wageningenur.nl/en/show/Insects-to-feed-the-World.htm

15-16 mai 2014

Wilder By Design? Gérer l'évolution des paysages et les écologies du futur
Sheffield (RU)
Rens.: info@hallamec.plus.com; www.ukeconet.org/events/event/wilder-by-design

21-23 mai 2014

3^e Expoforest 2014
São Paulo (Brésil)
Rens.: expoforest@expoforest.com.br; www.expoforest.com.br

25-30 mai 2014

46^e réunion du Conseil et Assemblée du fonds pour l'environnement mondial
Cancun (Mexique)
Rens.: secretariat@thegef.org; www.thegef.org

4-6 juin 2014

3^e Forum des sciences forestières et 12^e Conférence internationale sur les biocomposites dans la Région pan-Pacifique
Pékin (Chine)
Rens.: Feng Caiyun,bjmaryfeng@163.com

4-6 juin 2014

Carrefour international du bois
Nantes (France)
Rens.: www.timbershow.com

8-14 juin 2014

20^e Congrès mondial de pédologie
Jeju (République de Corée)
Rens.: www.20wcoss.org

10-11 juin 2014

55^e session du Comité consultatif de la FAO sur les industries forestières durables
St-Petersbourg (Fédération russe)
Rens.: www.fao.org/forestry/industries/9530/en

16-20 juin 2014

5^e réunion du Groupe de travail sur l'examen de l'application (WGRI) de la Convention sur la diversité biologique (CDB)
Montréal (Canada)
Rens.: secretariat@cbd.int; www.cbd.int/meetings

23-27 juin 2014

22^e session du Comité des forêts de la FAO
Rome (Italie)
Rens.: peter.csoka@fao.org; www.fao.org/forestry/57758/en/

23-27 juin 2014

57^e Convention internationale de la *Society of Wood Science and Technology*: Ressources durables et technologies pour les produits forestiers

Zvolen (Slovaquie)

Rens.: Victoria.Herian,vicki@swst.org; www.swst.org/meetings/AM14

7-11 juillet 2014

65^e réunion du Comité permanent de la CITES
CICG, Genève (Suisse)
Rens.: www.cites.org

21-23 juillet 2014

VI^e Colloque international sur le peuplier
Vancouver (Canada)
Rens.: www.2014ipsvi.com

6-21 août 2014

42^e Colloque international des étudiants en foresterie
Colombie britannique (Canada)
Rens.: www.ifss2014.ca

10-14 août 2014

Conférence internationale sur l'ingénierie du bois
Québec (Canada)
Rens.: wcte2014@agoracom.qc.ca; www.wcte2014.ca

18-22 août 2014

Atelier itinérant «Changer la dynamique des forêts dans des environnements rudes»
Québec (Canada)
Rens.: Jacques.Larouche,jacques.larouche@nrcan.gc.ca; www.ccf-cfr.ca

25-28 août 2014

8^e Conférence internationale sur l'aménagement de la végétation forestière
Rens.: www.treesandstars.com/vmc8

25-29 août 2014

Conférence 2014 de l'IUFRO sur l'hybridation des essences forestières
Prague (République tchèque)
Rens.: iufrobreding2014@guarant.cz; www.iufrobreding2014.org

22-23 septembre 2014

Conférence mondiale 2014 sur les populations autochtones
New York (États-Unis)
Rens.: www.undesadspd.org/IndigenousPeoples/WorldConference.aspx

23-25 septembre 2014

5^e Manifestation sur le commerce et l'énergie liés aux granulés de biomasse

Séoul (République de Corée)

Rens.: www.cmtevents.com/aboutevent.aspx?ev=140916; hafizah@cmtsp.com.sg

23-26 septembre 2014

5^e Conférence sur l'ingénierie des

forêts et 47^e Colloque international sur la mécanisation de la foresterie
Gerardmer (France)
Rens.: fec2014@fcba.fr; fec2014.fcba.fr

24-26 septembre 2014

3^e Conférence internationale sur les technologies des industries de transformation des produits forestiers et bioproduits Kuchl/Salzburg (Autriche)
Rens.: Marius.Barbu,marcat@gmx.at; ptfbpi2014.fh-salzburg.ac.at

27-30 septembre 2014

Conférence internationale sur les forêts, les sols et les modes de subsistance ruraux à l'heure du changement climatique Dhulikhel (Népal)
Rens.: www.ku.edu.np/env/index.php?go=news

29 septembre-3 octobre 2014

Septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Carthage sur la sécurité biologique
Pyeongchang (République de Corée)
Rens.: www.cbd.int

5-11 octobre 2014

XXIV^e Congrès mondial de l'IUFRO: Pérenniser les forêts, pérenniser les populations - Le rôle de la recherche
Salt Lake City (États-Unis)
Rens.: www.iufro2014.com

6-17 octobre 2014

Douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et première Réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages
Pyeongchang (République de Corée)
Rens.: www.cbd.int

14-16 octobre 2014

2^e Congrès sur la restauration des forêts: en quoi consiste une réussite au 21^e siècle? Lafayette (États-Unis)
Rens.: www.purdue.edu/fnrrf

20-24 octobre 2014

VI^e Congrès Amérique latine «L'Amérique latine en harmonie avec la pérennité des ressources forestières et de l'environnement»
Michoacan (Mexique)

Rens.: conflat.mexico2014@gmail.com

22-24 octobre 2014

Congrès de l'IARU sur les sciences de la durabilité
Copenhague (Danemark)
Rens.: Niels.Elers.Koch,nek@life.ku.dk; www.sustainability.ku.dk/iarucongress2014

3-8 novembre 2014

50^e session du Conseil international des bois tropicaux et sessions associées des Comités
Yokohama (Japon)
Rens.: itto@itto.int; www.itto.int

4-7 novembre 2014

Conférence ForestSAT 2014
Riva del Garda (Italie)
Rens.: www.forestsatsat2014.com

12-19 novembre 2014

Congrès mondial de l'UICN sur les parcs
Sydney (Australie)
Rens.: www.worldparkcongress.org

26-28 novembre 2014

Premier Forum international sur l'environnement à l'intention des organismes de bassin
Bangkok (Thaïlande)
Rens.: www.unep.org/delc/forumbasinorganizations/tabid/102143/Default.aspx

1-12 décembre 2014

CdP-20 et CMP-10 de la CCNUCC - Vingtième session de la Conférence des Parties et dixième session de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto
Lima (Pérou)
Rens.: www.unfccc.int/meetings/rio_conventions_calendar/items/2659.php

27 juin-1^{er} juillet 2015

10^e Congrès mondial du bambou: le bambou au service d'un avenir plus vert
Damyang (République de Corée)
Rens.: Susanne.Lucas,susannelucas@gmail.com; www.worldbambocongress.org

7-11 septembre 2015

XIV^e Congrès mondial de la foresterie
Durban (Afrique du Sud)
Rens.: WFC-XIV-info@fao.org

